

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

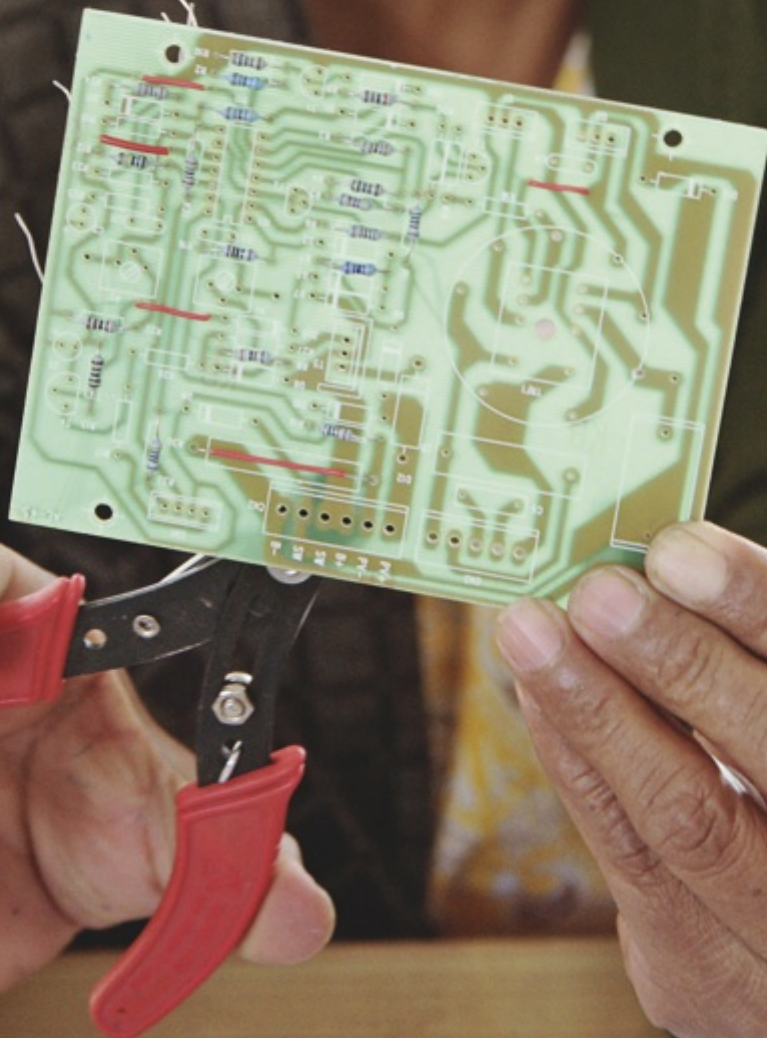
Direction du développement  
et de la coopération DDC

N°3 / SEPTEMBRE 2011  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

## Innovation La créativité contre la pauvreté

Mali: tissus importés  
au pays du coton

En quoi la misère  
nous concerne-t-elle?  
Réponse d'une  
philosophe



# Sommaire

## DOSSIER



### 6 Innovation La créativité, levier du développement

La résolution des problèmes du Sud passe par des technologies, des approches et des méthodes innovantes

### 12 Des technologies qui changent la vie

Entretien avec Charles D. Konseibo, responsable du département des technologies appropriées au Centre Albert Schweitzer du Burkina

### 14 La boîte à outils du riziculteur moderne

Des innovations développées avec l'appui de la DDC permettent de produire davantage de riz tout en préservant l'environnement

### 16 La nanotechnologie au service des plus pauvres

La filtration par membrane, un système issu des nanosciences, devrait améliorer l'accès à l'eau dans les zones rurales des pays du Sud

### 17 Faits et chiffres

## HORIZONS



### 18 Le Mali exporte du coton brut et importe des tissus

L'absence d'une industrie de transformation du coton représente un important manque à gagner pour ce pays d'Afrique occidentale

### 21 Une journée sur le terrain avec...

Geneviève Federspiel, cheffe du bureau de coopération à Bamako

### 22 Les Blancs ont tué Mopti

Le journaliste malien Adam Thiam raconte la colère des marchands de tapis de Mopti, ville désertée par les touristes

## DDC



### 23 Des sols érodés qui reprennent vie

Avec l'aide de la Suisse, des paysans nord-coréens se sont mis à cultiver des terrains en pente jusque-là dénudés

### 24 De l'eau potable même en cas de catastrophe

Après les inondations de 2010 au Pakistan, la purification de l'eau était l'une des mesures d'aide les plus urgentes

## FORUM



### 27 La misère du monde nous concerne tous

Pour la philosophe zurichoise Barbara Bleisch, il est évident que nous avons une responsabilité envers les populations pauvres

### 30 L'université d'Oscar

Carte blanche: le Bolivien Rafael Alberto Sagárnaga López parle d'un grand-père qui a passé de longues années en prison

## CULTURE



### 31 «Personne n'est tout blanc ou tout noir»

Entretien avec le cinéaste géorgien George Ovashvili

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 26 DDC interne
- 33 Service
- 35 Impressum

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Éditorial



FDDB/Marcel Nückler

## Printemps arabe : aide d'urgence et programmes à long terme

Au début de l'année, rien n'annonçait le Printemps arabe, la Révolution du Jasmin ou la Révolution du Lotus. Ces événements ont surpris tout le monde. Ils ont eu des répercussions sur l'ensemble du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Plusieurs mois après, il reste difficile de prévoir l'évolution de la situation. Quoi qu'il en soit, l'Occident doit revoir sa politique à l'égard des pays arabes.

Les causes du soulèvement sont connues : une absence de perspectives économiques ainsi qu'un manque de liberté politique et sociale, en particulier pour les femmes. Ces deux aspects sont étroitement liés. Quiconque a suivi les événements sur Facebook ou Twitter a perçu la colère des manifestants contre les élites corrompues, mais aussi contre les gouvernements occidentaux qui les soutenaient.

La plupart des observateurs estiment qu'un processus de transformation est en marche, semblable à celui qu'a connu l'Europe de l'Est il y a vingt ans. Cependant, s'ils sont les voisins du Vieux Continent, les pays arabes ont une culture différente. Au cours de l'histoire, certains d'entre eux ont entretenu des relations conflictuelles avec l'Europe et l'Amérique du Nord. De plus, la perspective d'adhérer à l'UE n'est pas là pour servir de moteur à des réformes. Tout cela donne à penser que la transition sera beaucoup moins linéaire que celle des pays de l'Est.

Et la DDC ? Elle a réagi rapidement, en déployant une aide humanitaire. Peu après le début des combats en Libye, des dizaines de milliers de personnes se sont réfugiées en Égypte et en Tunisie. Nos équipes sont arrivées aussitôt sur place. D'une part, nous avons lancé nos propres programmes, en collaboration avec des acteurs locaux. D'autre part, nous avons soutenu des organisations internationales qui ont fourni d'emblée un travail efficace et bien coordonné en Afrique du Nord.

Début mars, le Conseil fédéral s'est penché sur les changements survenus en Afrique du Nord et au

Proche-Orient. Après avoir analysé les intérêts de la Suisse dans la région, il a bloqué certains avoirs et défini les grandes lignes de sa stratégie d'aide.

Outre la poursuite de son intervention humanitaire, la Suisse propose sa coopération dans trois domaines : transition démocratique, mesures favorisant le développement économique et la création d'emplois, et contributions dans le domaine de la migration.

Ces derniers mois, nous nous sommes attelés à la mise sur pied de programmes qui vont au-delà de l'aide humanitaire. Les travaux sont bien avancés. Le succès de ces interventions revêt une grande importance pour la Suisse. En effet, les événements qui agitent la région méditerranéenne nous concernent (comme d'ailleurs l'ensemble de l'Europe), et pas seulement parce que des réfugiés et des chômeurs viennent chercher une vie meilleure au Nord.

Les bouleversements intervenus en Afrique du Nord auront un impact sur les programmes de la DDC, en particulier au Sahel. Je m'en suis rendu compte en visitant un camp de réfugiés à la frontière tuniso-libyenne. Ces gens, logés sous tente, ne savaient littéralement pas où aller. La plupart venaient d'Afrique subsaharienne, d'autres d'Irak et de Palestine. Il leur est impossible de retourner dans leur pays. Parmi eux, il y a des femmes seules avec leurs enfants.

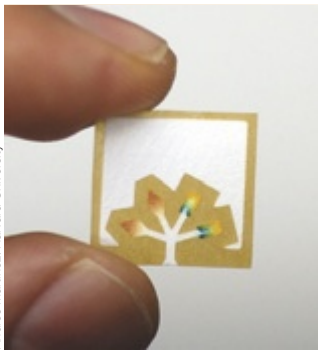
Nous devons offrir des perspectives d'avenir à ces gens aujourd'hui sans espoir. En même temps, il faut aider les pays arabes à instaurer progressivement une société libre et une économie moderne. Le chemin sera semé d'embûches, personne ne se fait d'illusions sur ce point. Mais cela en vaut la peine.

*Martin Dahinden*  
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

# Périscope

Andres Martínez/ Harvard University



## Un laboratoire de brousse

(gn) Seuls des procédés complexes et coûteux permettaient jusqu'ici de poser certains diagnostics médicaux. Grâce à une nouvelle génération de puces en papier, il devrait bientôt être possible de les établir à peu

de frais et même dans des régions reculées. L'inventeur de cette technologie est George Whitesides, professeur de chimie à l'Université de Harvard. Il a mis au point un accéléromètre de la taille d'un timbre-poste, dont le support est constitué d'un papier de chromatographie, tel qu'on l'utilise pour des expériences chimiques. Il suffit de déposer une goutte de sang ou d'urine sur le papier. Le résultat se lit sur l'autre face de la puce, où un petit motif en forme d'arbre change de couleur en fonction de la molécule détectée dans l'échantillon de fluide. Ce capteur devrait permettre le diagnostic de plusieurs maladies (malaria, sida, tuberculose) en même temps. Comme il est extrêmement simple à fabriquer et peu coûteux, on peut le jeter après utilisation. Diagnostics for All, une organisation américaine sans but lucratif, utilise actuellement ce test dans un projet pilote au Kenya pour mesurer les paramètres du foie chez les patients atteints du sida. [www.dfa.org](http://www.dfa.org)



Gernot Huber/laif

millions d'habitants. Les ménages à faible revenu sont les plus défavorisés : n'étant pas raccordés au réseau de distribution, ils doivent acheter leur eau à des revendeurs privés et la paient beaucoup plus cher que les autres consommateurs. De plus, l'expansion rapide des villes et les effets du réchauffement climatique, comme les sécheresses et les inondations, ne font qu'exacerber le problème. Quelques pays ont toutefois reconnu l'importance de l'approvisionnement en eau : réagissant à la vague de privatisations dans ce domaine, l'Équateur et l'Uruguay ont inscrit le droit à l'eau dans leur Constitution. (Ndlr : le dossier du numéro 4/2011 d'*Un seul monde* sera consacré à l'urbanisation.) [www.fao.org](http://www.fao.org), « Journée mondiale de l'eau »

## L'égalité, une arme contre la faim

(jls) Dans les pays en développe-

ment, les femmes représentent en moyenne 43% de la force de travail dans l'agriculture. Cette proportion va même jusqu'à 50% en Afrique subsaharienne et dans certains pays d'Asie. Cependant, seules 2 à 3% des femmes sont propriétaires de terres agricoles. Et les discriminations ne s'arrêtent pas là : les agricultrices ont moins d'accès que les agriculteurs aux crédits, aux intrants, aux outils, aux services de vulgarisation, à l'ins-truction et aux marchés. Par conséquent, elles produisent moins qu'eux. Dans un rapport publié en mars dernier, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) plaide pour l'abolition de ces inégalités. Les femmes des zones rurales, souligne-t-il, représentent un atout majeur dans la lutte contre la faim. Si elles avaient les mêmes droits que les hommes, il serait possible d'augmenter la production agricole, de sorte que le monde compte

## Un toit en feuilles de jatata

(bf) Le Conseil régional Tsimane Mosekene (CRTM), qui représente 22 villages indiens situés dans la réserve naturelle de Pilon Lajas en Bolivie, figure parmi les lauréats du Prix Équateur 2010. Cette distinction, assortie de 5000 dollars, est attribuée tous les deux ans par l'Initiative Équateur. Elle récompense les efforts remarquables déployés par des communautés des régions tropicales pour réduire la pauvreté à travers la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. Pour améliorer la qualité de vie des habitants, qui appartiennent aux ethnies tsimane, mosekene et tacana, le CRTM a mis sur pied différentes activités économiques basées sur l'exploitation des ressources naturelles de la forêt. Ainsi, les indigènes commercialisent désormais les feuilles du

jatata (*geonoma diversata*), un arbre de la famille des palmiers. Ces feuilles sont très appréciées sur place et à l'étranger pour leurs propriétés particulières : ignifuges, imperméables et très résistantes, elles servent notamment à la construction de toits. Les Indiens ont également établi une auberge écotouristique sur les bords du fleuve Quiquibey, qui accueille chaque année quelque 4000 touristes.

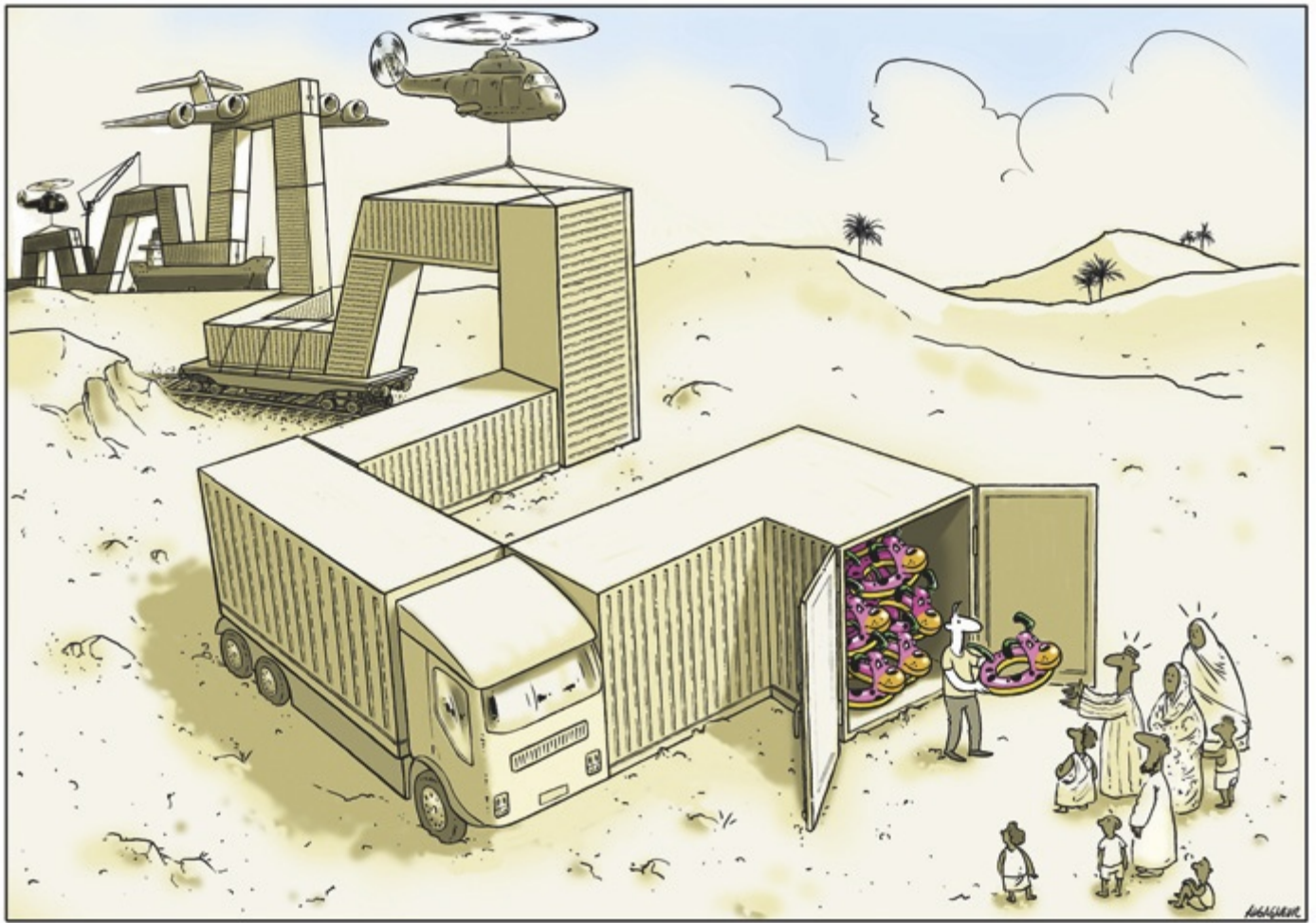
[www.equatorinitiative.org](http://www.equatorinitiative.org)

## Le droit à l'eau

(bf) Selon la FAO, environ 120 millions de personnes n'ont toujours pas accès à de l'eau potable en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cette région est pourtant la plus urbanisée du globe, puisque 78% de ses 590 millions d'habitants vivent dans des villes – Mexico et São Paulo comptent déjà chacune plus de 15



Sven Tonfimo/laif



Design de Jean-Angéneur

entre 100 et 150 millions d'affamés en moins. «La parité hommes-femmes n'est pas seulement un noble idéal, elle est nécessaire aussi sur le plan économique», a déclaré Jacques Diouf, alors directeur de la FAO.

### Le Pérou tente de sauver ses forêts

(bf) Dans l'Amazonie péruvienne, 11 millions d'hectares sont couverts de forêts. Le Pérou occupe ainsi le huitième rang parmi les pays qui abritent les plus grandes forêts tropicales et même le deuxième rang en Amérique latine. Cependant, ces espaces diminuent à vue d'œil : 150 000 hectares sont déboisés chaque année au Pérou. Le ministère de l'environnement a donc lancé un programme de sauvegarde. Les populations autochtones seront chargées de

préservier la forêt. Des jeunes recevront des bourses afin d'étudier les forêts tropicales et de développer des activités économiques novatrices qui les protégeront. Vu les difficultés qu'éprouve le Pérou à garantir les droits des indigènes sur leurs territoires, certaines associations doutent cependant de la faisabi-



Marta Nascimento/REVA/laif

lité de ce programme. En février dernier, l'organisation Survival International a dénoncé la pénétration massive de bûcherons illégaux sur des terres habitées par des Indiens isolés. Une telle invasion menace la survie de ces populations qui n'ont volontairement aucun contact avec le monde extérieur.

### Les OGM gagnent du terrain

(bf) Les cultures de plantes transgéniques ont continué de s'étendre, principalement dans le Sud. Selon le rapport annuel du Service international pour l'acquisition des applications d'agro-biotechnologie (Isaaa), elles occupaient près de 148 millions d'hectares dans le monde en 2010, soit 14% de plus que l'année précédente. Au total, 29 pays pratiquent la culture d'organismes génétique-

ment modifiés (OGM). Parmi eux, 19 sont des pays émergents ou en développement ; ils ont enregistré une augmentation des surfaces de 17%, un taux nettement supérieur à la moyenne. Toujours selon l'Isaaa, 90% des quelque 15,4 millions d'agriculteurs dans le monde qui cultivent des OGM appartiennent aux couches pauvres de la population des pays en développement. Les principaux producteurs sont les suivants : États-Unis (66,8 millions d'hectares), Brésil (25,4), Argentine (22,9), Inde (9,4), Canada (8,8), Chine (3,5), Paraguay (2,6), Pakistan (2,4), Afrique du Sud (2,2) et Uruguay (1,1).

[www.isaaa.org](http://www.isaaa.org)

# La créativité, levier du développement

La coopération au développement a soutenu de longue date la diffusion d'innovations destinées à lutter contre la pauvreté. Par le passé, elle a surtout investi dans des technologies adaptées aux besoins des populations. Aujourd'hui, la résolution des problèmes du Sud passe aussi par des approches, des méthodes ou des processus innovants. De Jane-Lise Schneeberger.



Un «docteur des plantes» reçoit les paysans chaque semaine sur ce marché népalais. Il examine des échantillons de leurs végétaux malades.

Chaque année, des millions de tonnes de céréales se perdent après la récolte dans les pays du Sud parce qu'elles sont stockées dans de mauvaises conditions. Oiseaux, rongeurs, insectes, champignons et moisissures peuvent détruire jusqu'à 30% de la production. La DDC s'est attaquée à ce problème dès les années 80, en lançant le programme Post-cosecha (après-récolte) dans quatre pays d'Amé-

rique centrale. Elle a soutenu la conception et la diffusion de silos destinés au stockage des haricots et du maïs, les deux denrées alimentaires de base. Quelque 900 ferblantiers ont appris à fabriquer ces contenants hermétiques en tôle d'acier galvanisé. Aujourd'hui, les silos font partie du paysage. On en recense plus de 560 000 dans les campagnes d'Amérique centrale.



DDC (3)

Depuis les années 80, le stockage des récoltes dans des silos a considérablement amélioré la sécurité alimentaire de milliers de paysans en Amérique centrale

Cette innovation a apporté une source de revenus supplémentaires aux artisans et amélioré considérablement la sécurité alimentaire des petits paysans. Des milliers de familles rurales peuvent aujourd'hui conserver leur récolte en toute sécurité pendant au moins une année et disposer ainsi d'une réserve permanente de nourriture. De plus, elles sont libres de vendre les surplus quand bon leur semble, alors qu'avant, elles devaient obligatoirement les écouler juste après la récolte, quand les prix sont au plus bas.

### Les conditions de la réussite

Forte de son succès en Amérique centrale, la DDC est en train de transférer les silos dans trois pays

« L'homme n'est jamais aussi inventif que lorsqu'il est au pied du mur. »

d'Afrique. « Quand une technologie a fait ses preuves quelque part, nous cherchons à la diffuser le plus largement possible pour qu'elle profite également à d'autres pays. Il n'est pas nécessaire de



réinventer la roue à chaque fois», remarque Reto Wieser, chef de la division Savoir et processus d'apprentissage à la DDC. Toutefois, le concept ne sera pas reproduit à l'identique. Il s'agira de le réaménager en fonction des particularités de l'agriculture africaine.

L'adaptation au contexte local est en effet un critère essentiel dans la mise en œuvre des innovations. Celles-ci doivent s'insérer durablement dans la vie économique, sociale et culturelle de la population. Il faut aussi veiller à ce qu'elles n'aient pas d'impacts négatifs sur l'environnement. Autre exigence fondamentale : le nouvel équipement doit répondre à un besoin exprimé par la population. « Une innovation est vouée à l'échec si elle est parachutée de l'extérieur. Il faut la concevoir, l'élaborer et la mettre en œuvre avec la communauté qui va l'utiliser », explique Peter Messerli, directeur du Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Université de Berne. Les aspects liés à la gouvernance jouent également un rôle clé, en particulier s'il s'agit d'équipements collectifs. Il convient de déterminer qui en assurera l'entretien, qui les réparera et, le cas échéant, comment seront perçues les taxes d'utilisation.

### Des innovations inadaptées et des effets pervers

Depuis ses débuts, la coopération a cherché à promouvoir toutes sortes d'innovations dans le souci

### Technologies stagnantes

Les chercheurs africains travaillent à la mise au point de produits susceptibles de combattre les maux qui frappent le continent, comme la pauvreté ou les maladies infectieuses. Ils font souvent des découvertes très intéressantes. Malheureusement, beaucoup de ces travaux ne quittent jamais les laboratoires, alors qu'ils pourraient sauver des vies. Un institut de recherche canadien, le McLaughlin-Rotman Centre for Global Health, a recensé 25 inventions africaines très prometteuses dans le domaine médical. Ce sont par exemple des moyens de diagnostic bon marché, des médicaments à base de plantes locales ou des équipements. Ainsi, un laboratoire ougandais a conçu un incinérateur portable de déchets médicaux. Faute de financement, ces produits ne peuvent toutefois pas être homologués, fabriqués et commercialisés.



de réduire la pauvreté. Cependant, ces efforts n'ont pas toujours respecté les critères d'un développement durable. Dans les années 70 et 80, certains pays européens ont ainsi livré à l'Afrique des milliers de tracteurs qui n'ont pas tardé à rouiller au bord des champs: ils abîmaient les sols, coûtaient trop cher en essence et étaient difficiles à réparer sur place. Dans d'autres cas, l'innovation s'est avérée efficace sur le plan technologique tout en ayant des effets pervers dans d'autres domaines. Les semences améliorées de la Révolution verte, par exemple, ont certes permis d'accroître les rendements agricoles, mais elles exigeaient un apport important d'engrais et de pesticides. Nombre de paysans pauvres du Sud se sont endettés pour acheter ces produits onéreux, lesquels ont eu par ailleurs un impact très négatif sur l'environnement.

Une innovation peut aussi échouer si elle heurte les croyances ou les habitudes de la population. Ainsi, les moustiquaires imprégnées d'insecticide ont représenté un grand progrès dans la lutte contre la malaria. Dans certains pays d'Afrique, les gens craignaient toutefois de dormir sous un tissu blanc, qu'ils associent aux linceuls. La prévention s'est accélérée quand on a distribué des moustiquaires de couleur.

Même si elle a été correctement conçue et préparée, toute innovation comporte une part de risque. Elle résulte en effet d'un processus qui prend beaucoup de temps et mobilise d'impor-



*Des chercheurs bâlois ont proposé que médecins et vétérinaires organisent des campagnes conjointes de vaccination auprès des nomades en Afrique de l'Ouest*

tantes ressources, sans que le résultat soit garanti. Aux yeux de la DDC, il est nécessaire de prendre ce risque tout en tirant les enseignements d'éventuels échecs.

### **Équipements simples et peu coûteux**

Les technologies innovantes ne naissent pas uniquement dans des laboratoires de recherche. Beaucoup sont mises au point par des artisans, des paysans et des entrepreneurs. «L'homme n'est jamais aussi inventif que lorsqu'il est au pied du mur. Confronté à un problème concret, il va se creuser





Beaucoup d'Africains refusaient de dormir sous un tissu blanc, assimilé à un linceul. La prévention de la malaria s'est accélérée avec la distribution de moustiquaires de couleur.

la tête et se surpasser pour améliorer son quotidien», remarque Patrick Kohler, coauteur du *Guide des innovations pour lutter contre la pauvreté*. C'est la pénurie croissante d'eau, par exemple, qui a conduit à élaborer des systèmes de micro-irrigation au goutte-à-goutte.

Patrick Kohler a recensé cent innovations qui ont augmenté les revenus ou amélioré les conditions de vie des populations. Environ septante sont des technologies dites appropriées: bon marché et faciles à utiliser, elles sont construites par des artisans du Sud avec les matériaux locaux. Le livre men-

l'eau, un appareil pour récupérer l'eau de pluie, des équipements médicaux et des outils. Les trente autres innovations citées viennent du Nord et sont un peu plus sophistiquées. On y trouve entre autres une mini-centrale hydroélectrique et une génératrice solaire. «Ces technologies apportent une solution temporaire à des besoins urgents du Sud. Mais on peut imaginer qu'à long terme, les pays pauvres ne seront plus du tout tributaires du Nord», note Patrick Kohler. Pour l'instant, ces États ne consacrent encore qu'une part infime de leurs budgets à la recherche et à l'innovation.

«Une innovation est vouée à l'échec si elle est parachutée de l'extérieur.»

tionne notamment plusieurs appareils fonctionnant à l'énergie solaire (fourneau, frigo, chauffe-eau), des pompes, des latrines, des systèmes de filtration de

#### Au-delà de la technologie

Si le terme d'innovation fait inmanquablement penser à des technologies, c'est que ces dernières ont un impact visible et immédiat. Cependant, il recouvre une réalité beaucoup plus large, comme l'explique Albrecht Ehrensperger, chercheur au CDE: «L'innovation apporte une solution nouvelle à un problème. Cette solution peut être aussi bien un produit technique qu'une approche, un processus, une structure ou encore une règle institutionnelle.»

La mise au point du concept «One Health», par exemple, est une innovation institutionnelle qui a permis d'améliorer la santé des familles nomades en Afrique de l'Ouest. Auparavant, les gouverne-

#### Concepts à ne pas confondre

On a tendance à confondre découverte, invention et innovation. S'ils représentent tous sur le savoir, ces concepts sont bien distincts. La découverte reste le plus souvent dans le domaine purement théorique. Elle peut alimenter ultérieurement d'autres recherches. L'invention désigne la méthode, le procédé ou le produit que l'on met au point, en se basant sur une découverte, pour répondre à un besoin précis. Mais elle ne dépasse pas le stade du prototype. Pour être utile dans la pratique, l'invention doit être validée, puis produite à l'échelle industrielle et commercialisée. C'est alors seulement qu'elle se transforme en innovation.



Max Gahem/www.spaceforagents.org (8)

*Au Kenya, les éléphants saccagent les cultures et tuent parfois des gens. Ils ont été équipés d'émetteurs GPS qui annoncent leur arrivée.*

### Retour en grâce

Le mouvement des technologies appropriées (TA) est né au début des années 70. Dénonçant l'échec des transferts Nord-Sud de technologies industrielles, l'économiste allemand Ernst Friedrich Schumacher a proposé d'élaborer des équipements adaptés aux besoins des pays pauvres : simples, peu coûteux, respectueux de l'environnement et réalisables sur place avec des matériaux locaux. Les agences de développement ont adhéré à cette philosophie et financé la mise au point de nombreuses TA. Vers le milieu des années 90, elles s'en sont toutefois détournées, privilégiant des approches moins techniques. Dès lors, le mouvement a nettement ralenti. Mais aujourd'hui, l'intérêt pour les TA semble renaître. La raréfaction des ressources donne tout leur sens à ces technologies qui préservent l'environnement.

ments locaux envoyaient uniquement des vétérinaires auprès des nomades, si bien que les troupeaux étaient vaccinés, mais pas les enfants. Des chercheurs de l'Institut tropical et de santé publique suisse ont proposé d'abolir la séparation traditionnelle entre médecins et vétérinaires et d'organiser des campagnes conjointes de vaccination. Ce principe s'est ensuite répandu dans d'autres régions du monde.

Alors que la planète compte 925 millions d'affamés, l'agriculture est l'un des domaines dans lesquels le besoin d'innovation est le plus aigu. Avec le soutien de la DDC, le Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (Cabi) a lancé une initiative originale : il crée, dans quarante pays en développement, un réseau de « cliniques des plantes » reliées à une banque de données centrale. Une fois par semaine, des « docteurs » se rendent sur les marchés ruraux pour y donner des consultations. Si un paysan voit que ses plantes sont malades ou attaquées par des ravageurs, il en prélève un échantillon et vient le soumettre à l'expert. Celui-ci pose un diagnostic et recommande le traitement à suivre.

### Partenariats indispensables

Les grands défis actuels, comme la crise alimentaire, le changement climatique et les pandémies,

sont très complexes. La recherche de solutions exige de cumuler diverses compétences. « Les temps sont révolus où un spécialiste cogitait seul dans son bureau », assure Reto Wieser. « Aujourd'hui, l'innovation émerge dans le cadre de projets multi-acteurs. Le rôle d'une agence de coopération est de réunir les spécialistes de différentes disciplines et de gérer cette alliance de manière optimale. »

En Bolivie, par exemple, la DDC élabore un système novateur de micro-assurance destiné aux petits paysans. À cet effet, elle travaille en partenariat avec quelques compagnies privées, les organisations paysannes et les autorités régionales qui subventionneront une partie des primes. Jusqu'ici, les agriculteurs n'avaient pas la moindre couverture d'assurance. Ils se retrouvaient totalement démunis en cas de maladie prolongée ou si une sécheresse détruisait leur récolte.

### Cohabitation difficile entre l'homme et l'éléphant

Les milieux académiques sont eux aussi appelés à changer. « Les chercheurs doivent sortir de leur tour d'ivoire et s'ouvrir au dialogue avec tous les acteurs concernés », insiste Peter Messerli. Le CDE, dont la DDC finance certaines activités, travaille déjà selon cette logique. Il collabore avec les populations pour définir les besoins, tester des approches no-



*Parallèlement, les paysans refoulent les pachydermes en tirant des cordes qu'ils enduisent de piment rouge*

vatrices et les mettre en œuvre. Dans la plupart des cas, ses recherches sont interdisciplinaires. « Il n'y a pas de solution miracle aux problèmes actuels du développement. La technologie, à elle seule, ne suffit plus. On doit prendre en compte également les aspects institutionnels, économiques, sociaux et écologiques. »

De nombreux projets du CDE illustrent la nécessité de combiner ces différentes dimensions. L'un d'eux se déroule dans le district de Laikipia, au



« Les chercheurs doivent sortir de leur tour d'ivoire et s'ouvrir au dialogue avec tous les acteurs concernés. »

dermes, un délit passible d'amende. Pour atténuer ces conflits, les chercheurs ont associé plusieurs méthodes traditionnelles de refoulement, dont des haies de piment rouge, à des technologies plus modernes : les éléphants sont équipés de colliers GPS qui signalent leur arrivée dans les zones agricoles. Le projet a également mis sur pied un système de communication entre les agriculteurs, la police et les autorités responsables de la faune. Parallèlement, il travaille sur l'épineuse question des droits fonciers et sur un système d'indemnisation pour les paysans. ■

centre du Kenya, où les éléphants saccagent les cultures et blessent ou tuent parfois des habitants. Par vengeance, les paysans abattent des pachy-

# Des technologies qui changent la vie

Depuis une trentaine d'années, le Centre écologique Albert Schweitzer du Burkina (Ceas-Burkina) met au point et diffuse des innovations destinées à la population rurale. La fabrication et l'utilisation de ces équipements génèrent des richesses dans tout le pays. Charles D. Konseibo, responsable du département des technologies appropriées, s'est entretenu avec Jane-Lise Schneeberger.



**Charles Didace**

**Konseibo** est énergéticien-électromécanicien. Âgé de 47 ans, ce Burkinabé a fait ses études à l'Institut polytechnique de Krasnodar, en Russie, où il a obtenu un *master of science* en ingénierie. Il a enseigné l'électrotechnique et l'électronique pendant trois ans à l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso. Depuis 1997, il dirige le département des technologies appropriées du Ceas-Burkina.



*Une fois les innovations testées – ici des panneaux solaires mobiles –, le Ceas-Burkina donne des cours aux artisans sur la manière de les fabriquer*

## **Un seul monde : Quelle est la mission du Ceas ?**

**Charles D. Konseibo :** Notre devise est de lutter contre la pauvreté en alliant écologie et économie. Nous développons des innovations bon marché et appropriées au milieu, dans le but de résoudre un problème de développement ou de procurer des revenus à un maximum de personnes. Les équipements doivent être de conception suffisamment simple pour que les artisans locaux puissent les fabriquer. Une fois les tests terminés, nous invitons les menuisiers, ferblantiers et électriciens à venir suivre un cours de deux ou trois semaines pour apprendre à construire ces machines ou appareils. Les artisans sont nos partenaires privilégiés et nos agents multiplicateurs. Ce sont eux qui assurent la promotion, la vulgarisation et la commercialisation des technologies mises au point par le Ceas-Burkina.

## **Combien d'innovations le centre a-t-il diffusées depuis sa création en 1982 ?**

Une cinquantaine. L'une des premières a été le foyer amélioré. Dans les années 80, toutes les femmes cuisinaient encore en allumant un feu entre trois pierres et en posant leur marmite par-dessus. Mais cette méthode traditionnelle occasionne une forte déperdition de chaleur et consomme donc beaucoup de bois. Afin de limiter la déforestation, le Ceas a conçu un foyer plus économe en énergie. Aujourd'hui, au moins 70% des ménages burkinabè en sont équipés. Dans le même esprit, nous avons également mis au point des chauffe-eau solaires. On les trouve aujourd'hui aussi bien dans les ménages privés que dans les hôtels, les maternités ou les hôpitaux.

## **Lesquelles de vos technologies sont de nature à réduire la pauvreté ?**

Nous développons beaucoup d'outils professionnels qui permettent aux paysans, aux PME d'agro-transformation et aux artisans d'augmenter leur

production, donc leurs revenus. La liste est longue : une couveuse à poussins, des charrues, un pasteurisateur de lait, une machine pour la production de savon, etc. À la demande de groupements féminins, nous avons conçu une baratte à beurre de karité : des centaines de femmes, jusque-là sans activité lucrative, gagnent maintenant de l'argent en produisant du beurre ou du savon de karité. Mais c'est le séchoir à fruits qui a connu le plus grand succès. Dans les années 80, les mangues pourrissaient au pied des arbres, faute de débouchés commerciaux. Les propriétaires de vergers, découragés, arrachaient

méthode de fertilisation par compostage et un insecticide naturel. Là aussi, des formations sont organisées à l'intention des producteurs.

### Comment les besoins ont-ils évolué en trente ans ?

Ils ont beaucoup changé. Par exemple, l'élevage est devenu intensif. Les animaux ne vont plus brouter l'herbe des pâturages, mais restent dans les fermes. Il faut donc stocker de grandes quantités de fourrage. Les éleveurs nous ont demandé de concevoir un hache-paille motorisé, plus performant que l'an-



Les équipements mis au point – que ce soient des barattes à beurre de karité (à gauche) ou des pompes – doivent créer des emplois et des revenus

leurs manguiers pour cultiver du maïs. Le Ceas a mis au point un séchoir solaire, puis un autre fonctionnant au gaz. Des entreprises ont commencé à sécher des mangues. Très vite, la demande internationale a explosé. Aujourd'hui, 580 séchoirs tournent à plein régime au Burkina Faso et nous exportons près de 500 tonnes de mangues séchées par année. Cette innovation a créé des emplois et des richesses le long de toute la filière : les cultivateurs vendent leurs fruits à bon prix, alors qu'avant, ils ne gagnaient rien ; les menuisiers ont de solides marges bénéficiaires sur la fabrication des séchoirs ; enfin, chaque unité de séchage emploie au moins quinze personnes, principalement des femmes.

### Toutes vos innovations sont-elles de nature technologique ?

Elles sont pour la plupart basées sur la technologie, mais ne se limitent pas aux machines. Ainsi, le séchage de fruits et de légumes est un paquet technologique complet qui comprend des instructions sur la durée de l'opération, le degré d'humidité, etc. Les futurs sécheurs viennent suivre des cours chez nous. Le Ceas soutient également les paysans, les maraîchers et les cotonniers désireux de se lancer dans la production biologique. Il a élaboré un paquet qui inclut différentes pratiques culturelles, une

ancien modèle manuel. Le Ceas a aussi accompagné l'émergence du secteur agroalimentaire. Les fabricants avaient besoin de cuves en acier inoxydable, un alliage encore peu connu au Burkina. Une de nos équipes a travaillé spécifiquement sur l'inox. Aujourd'hui, les supermarchés proposent des confitures, du vinaigre et des vins burkinabè, alors qu'il y a trente ans, on ne consommait que des produits importés.

### Votre association est financée à 85% par des donateurs européens. De manière générale, l'Afrique est-elle en mesure de développer ses propres innovations ?

Sur le plan du potentiel humain, sans aucun doute. L'Afrique compte beaucoup de chercheurs très compétents. Je crois aussi qu'elle en a les moyens financiers. Mais quand il s'agit d'investir dans la recherche, et surtout dans la vulgarisation des résultats, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent. C'est plutôt la volonté politique qui fait défaut. Si les gouvernements débloquent les fonds nécessaires, l'Afrique pourrait élaborer toutes les technologies dont elle a besoin. En attendant, elle reste largement tributaire des innovations du Nord, qui ne sont pas toujours adaptées à son niveau de développement. ■

### L'axe Neuchâtel-Ouagadougou

Le Centre écologique Albert Schweitzer (Ceas) du Burkina a été créé en 1982. Jusqu'à l'année dernière, cet institut de recherche et de formation représentait à Ouagadougou le Ceas, basé à Neuchâtel. Aujourd'hui, c'est une association indépendante de droit burkinabè. Parmi ses 35 collaborateurs figurent une quinzaine d'ingénieurs et de techniciens. Chaque année, le Ceas-Burkina accueille près de 600 stagiaires. L'ancienne « maison-mère » reste son partenaire technique et financier. Elle se charge également de commercialiser en Europe des produits fabriqués sur place, comme les mangues séchées, le vinaigre de mangue ou le beurre de karité.

[www.ceas-ong.net](http://www.ceas-ong.net)

# La boîte à outils du riziculteur moderne

La croissance démographique oblige l'Asie à produire toujours plus de riz. Or, l'eau se fait rare, les terres arables rétrécissent et la main-d'œuvre coûte cher. Financé par la DDC, un consortium de recherche met au point des innovations simples et bon marché qui permettent aux paysans d'accroître leurs rendements tout en préservant l'environnement.



IRRI ©

*En comparant les couleurs de cette languette en plastique avec celle de ses plants de riz, le paysan détermine leur besoin éventuel en nutriments*

## Le continent du riz

Grâce à son climat chaud et humide, l'Asie assure 90% de la production de riz dans le monde. Elle compte plus de 200 millions d'exploitations rizicoles, dont la plupart ont une superficie de moins d'un hectare. La riziculture fait vivre plusieurs centaines de millions de travailleurs pauvres. Seule une petite partie de la production est exportée. Tout le reste est consommé sur place. Les Asiatiques mangent en moyenne 80 kg de riz par habitant et par an. Le record est détenu par le Myanmar, avec plus de 200 kg/hab. À titre de comparaison, la moyenne se situe entre 40 et 60 kg en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. Elle est inférieure à 10 kg dans les pays industrialisés.

(jls) Dans les années 50 et 60, l'Asie a connu de graves pénuries alimentaires. Elle a fait appel à la science et à la technologie pour l'aider à doper sa production agricole. L'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), créé en 1960 aux Philippines, a mis au point de nouvelles variétés de riz à haut rendement, qui furent largement diffusées. Pour déployer leurs effets, ces semences nécessitaient l'épandage intensif d'engrais et de pesticides, l'extension de l'irrigation et la mécanisation du matériel agricole. Les résultats ont été spectaculaires : le rendement à l'hectare du riz irrigué a presque doublé en trois décennies. Si la Révolution verte a rétabli la sécurité alimentaire, elle a toutefois également eu des impacts très négatifs sur le plan social et environnemental.

## Une révolution vraiment verte

Depuis le début des années 2000, les rendements s'essouffent à nouveau. La production de riz devrait augmenter de plusieurs millions de tonnes

chaque année pour suivre la croissance démographique. Or, de nombreuses contraintes pèsent sur la riziculture : l'eau se fait rare, les terres arables sont grignotées par les zones urbaines, l'exode rural réduit la main-d'œuvre et les produits phytosanitaires coûtent de plus en plus cher.

L'Asie a besoin aujourd'hui d'une nouvelle Révolution verte, plus durable celle-là. «La recherche en agronomie doit fournir aux paysans des technologies qui ne nuisent pas à l'écosystème et améliorent leurs conditions de vie», indique Carmen Thönissen, conseillère du programme global Sécurité alimentaire de la DDC. C'est dans cet esprit qu'est né en 1997 le Consortium de recherche sur le riz irrigué (IRRC). Soutenu dès sa création par la DDC, il réunit l'IRRI et onze pays d'Asie. Ce partenariat met au point des innovations très simples qui permettent d'augmenter la production en utilisant moins d'eau, d'engrais et de main-d'œuvre. Plusieurs milliers de riziculteurs les emploient déjà au quotidien.



Des méthodes écologiques de dératisation et des systèmes d'aide à la décision consultables sur téléphone portable permettent d'augmenter les récoltes

### Éviter le gaspillage d'eau et d'engrais

Une de ces technologies est l'alternance des phases sèches et des phases d'inondation des rizières. Les recherches ont montré que le riz n'a besoin d'être immergé en permanence que pendant la floraison. Le reste du temps, il suffit d'irriguer le champ lorsque l'eau descend à plus de 15 cm sous la surface du sol. Pour mesurer le niveau de l'eau souterraine, le paysan plante dans la terre un tube gradué développé à cet effet par les chercheurs. Il produit ainsi la même quantité de riz en économisant 15 à 30% d'eau.

Le consortium étudie également la fertilité du sol. Il a notamment mis au point un outil permettant de mieux doser l'apport d'engrais : une languette en plastique recouverte de plusieurs nuances de vert qui correspondent à la teneur en azote de la plante. En comparant ces couleurs avec celles de ses plants de riz, le paysan détermine en un coup d'œil le besoin éventuel de nutriments. « Généralement, les riziculteurs épandent trop d'engrais. Avec cet outil, ils en utilisent juste la quantité nécessaire. Cela réduit leurs coûts et ménage l'environnement », explique Carmen Thönnissen. La palette de couleurs coûte 1 dollar.

### Dératiser et réduire les pertes

L'IRRC propose en outre des solutions écologiques pour débarrasser les rizières des rats qui dévorent les plantes. Par exemple, une méthode consiste à cultiver une petite parcelle avant les autres et de l'entourer d'une barrière munie de trappes. Attirés par ce festin, les rongeurs se font piéger. Les paysans peuvent alors les éliminer et commencer à semer du riz sur les parcelles voisines.

Plusieurs technologies ont été élaborées pour réduire les pertes importantes qui surviennent après

la récolte. Ainsi, un appareil sèche le riz de manière plus uniforme qu'en l'exposant au soleil. Divers systèmes de stockage hermétiques le protègent de l'humidité, des rongeurs et des insectes. L'un d'eux est le *superbag*, un sac vendu 1,50 dollar la pièce, qui peut contenir jusqu'à 50 kilos de riz.

Le consortium propose également le semis direct : au lieu de repiquer l'un après l'autre les plants, le paysan répand les graines directement sur un sol mouillé en utilisant un semoir à tambour. Cette méthode nécessite moins de main-d'œuvre, d'eau et de semences que le repiquage.

### Le dernier kilomètre

L'élaboration de ces technologies simples et astucieuses a souvent demandé plusieurs dizaines d'années de recherches. Pour la DDC, il était essentiel que le consortium produise des solutions concrètes à des prix abordables. « Il ne suffit pas que les chercheurs trouvent une idée géniale, remarque Carmen Thönnissen. Encore faut-il valider cette découverte sur le terrain et en faire une innovation utilisable dans la pratique. Souvent, les bailleurs de fonds soutiennent la recherche de base et appliquée, mais 'oublie' de financer cette étape cruciale entre le chercheur et l'utilisateur final. »

L'IRRC a donc reçu le mandat d'aller jusqu'au bout de ce processus. Après avoir mis au point une technologie, les chercheurs la testent auprès de quelques centaines de paysans et l'adaptent aux besoins locaux. Des services de vulgarisation agricole, déjà impliqués dans les recherches, diffusent ensuite ces innovations. En plus des manuels d'utilisation classiques, le consortium élabore des systèmes d'aide à la prise de décision, que paysans et vulgarisateurs peuvent consulter sur un ordinateur ou sur un téléphone portable. ■

### Les pieds dans l'eau

La riziculture irriguée est le mode de culture le plus répandu sur la planète : elle occupe 55% des surfaces et assure 75% de la production mondiale. Dans ce système, les parcelles sont bordées de petites digues en terre qui retiennent l'eau acheminée par des conduites. Le paysan cultive des plants en pépinière, les repique sur un sol humide, puis il inonde sa parcelle et rajoute constamment de l'eau pour la maintenir à un certain niveau. Le rendement à l'hectare est presque quatre fois plus élevé que celui des rizières alimentées uniquement par l'eau de pluie. Mais les prélèvements d'eau sont énormes : il en faut plus de 2000 litres pour produire un seul kilo de riz. Or, cette ressource est en train de s'épuiser. On estime que 20 millions d'hectares de riz irrigué souffriront d'une pénurie d'eau d'ici 2025.

# La nanotechnologie au service des plus pauvres

Plusieurs entrepreneurs sociaux suisses veulent améliorer l'accès des populations rurales du Sud à l'eau potable. Ils ont notamment mis au point des systèmes de filtration basés sur les nanotechnologies. La DDC leur donnera la possibilité de valider ces modèles sur le terrain et de démontrer qu'ils peuvent fournir de l'eau purifiée à des tarifs abordables.



Swiss Fresh Water

Au Sénégal, une entreprise suisse teste son système de filtration de l'eau par membrane

## Écran total

La filtration par membrane ne nécessite aucun ajout de produits chimiques. Les polluants sont extraits de l'eau au moyen d'une membrane munie de pores microscopiques. Il existe plusieurs systèmes, qui se distinguent principalement par la taille des pores. La microfiltration retient les particules de la grandeur des bactéries. L'ultrafiltration va plus loin et élimine également les virus. La nanofiltration fait barrage notamment aux nitrates, aux pesticides et aux produits chimiques. Enfin, la filtration par osmose inverse est la méthode la plus efficace. Sa membrane est capable de repousser 99% des solides dissous et en suspension dans l'eau, y compris le sel, ce qui en fait un système idéal pour le dessalement de l'eau de mer. La plupart des petits systèmes, comme ceux qui seront soutenus par la DDC, fonctionnent à l'énergie solaire.

(Jls) Dans les pays en développement, la consommation d'eau souillée tue un enfant toutes les 20 secondes. En outre, les habitants de nombreuses régions côtières ne peuvent pas boire l'eau provenant des nappes souterraines, car la surexploitation des ressources hydriques favorise l'infiltration d'eau saline. Il existe pourtant des technologies très efficaces, issues des nanosciences, qui permettraient d'améliorer l'accès des populations pauvres à l'eau potable : l'une d'elles est la filtration par membrane. Depuis plusieurs années, ce procédé est utilisé au niveau industriel soit pour dessaler l'eau de mer ou saumâtre, soit pour purifier des eaux polluées. Vu son coût élevé, il est d'abord resté réservé aux pays industrialisés.

## Le chaînon manquant

En Suisse, une dizaine de *start-up* ont conçu des systèmes membranaires qui devraient être adaptés aux capacités financières des populations rurales pauvres. Elles ont déjà mis au point plusieurs prototypes, dont le moins cher pourrait avoir un coût de production d'environ 1000 francs. Arrivées à ce stade, les entreprises se trouvent toutefois confrontées à un trou de financement, explique François Münger, chef de la section Initiatives Eau

à la DDC : « En Suisse, les pouvoirs publics financent la recherche et des fonds privés éthiques peuvent prendre en charge la production industrielle de telles innovations ; mais les concepteurs manquent de moyens pour valider la viabilité de leurs modèles dans les zones rurales des pays en développement. »

En partenariat avec des instituts spécialisés, la DDC entend combler ce vide financier. Chaque année, elle cofinancera l'engagement sur le terrain des deux ou trois initiatives les plus prometteuses. « Nous voulons mettre la haute technologie et les capacités d'innovation de la Suisse au service des pauvres », affirme François Münger.

Le processus de validation ne portera pas seulement sur les aspects techniques, mais également sur la viabilité socioéconomique des concepts de distribution, de fonctionnement et de maintenance. Les entreprises doivent en effet déterminer qui achètera ou louera les machines, qui les réparera, qui vendra l'eau dans les villages... et surtout à quel prix. « C'est là le principal défi. Chaque maillon de la chaîne doit couvrir ses frais, sans quoi le système ne fonctionnera pas. En même temps, il faut tenir compte du très faible pouvoir d'achat des consommateurs ». ■



# Faits et chiffres

## Sources d'information

Patrick Kohler et Daniel Schneider: *Guide des innovations pour lutter contre la pauvreté*, éditions Favre, Lausanne, 2010

Calestous Juma: *The New Harvest - Agricultural Innovation in Africa*, Oxford University Press, 2010

Erika Kraemer-Mbula et Watu Wamae: *Innovation and the Development Agenda*, OCDE/CRDI, 2010

*La Revue durable*: «Des technologies appropriées pour la construction, l'eau et la santé», n° 19, février-mars 2006

Rapport de l'Unesco sur la science 2010. Internet: [www.unesco.org](http://www.unesco.org), «Sciences naturelles», «Publications»

*Innovation, durabilité, développement: un nouveau manifeste*, 2010, centre Steps, Université de Sussex. Internet: [www.anewmanifesto.org/manifesto\\_2010/](http://www.anewmanifesto.org/manifesto_2010/)

Réseau Sciences et développement, à Londres. Internet: [www.scidev.net](http://www.scidev.net)

## Quelques chiffres clés

Les pays d'Afrique subsaharienne (sans l'Afrique du Sud) consacrent en moyenne seulement 0,3% de leur produit intérieur brut à la recherche et au développement (R&D), contre 2,3% pour les pays industrialisés.

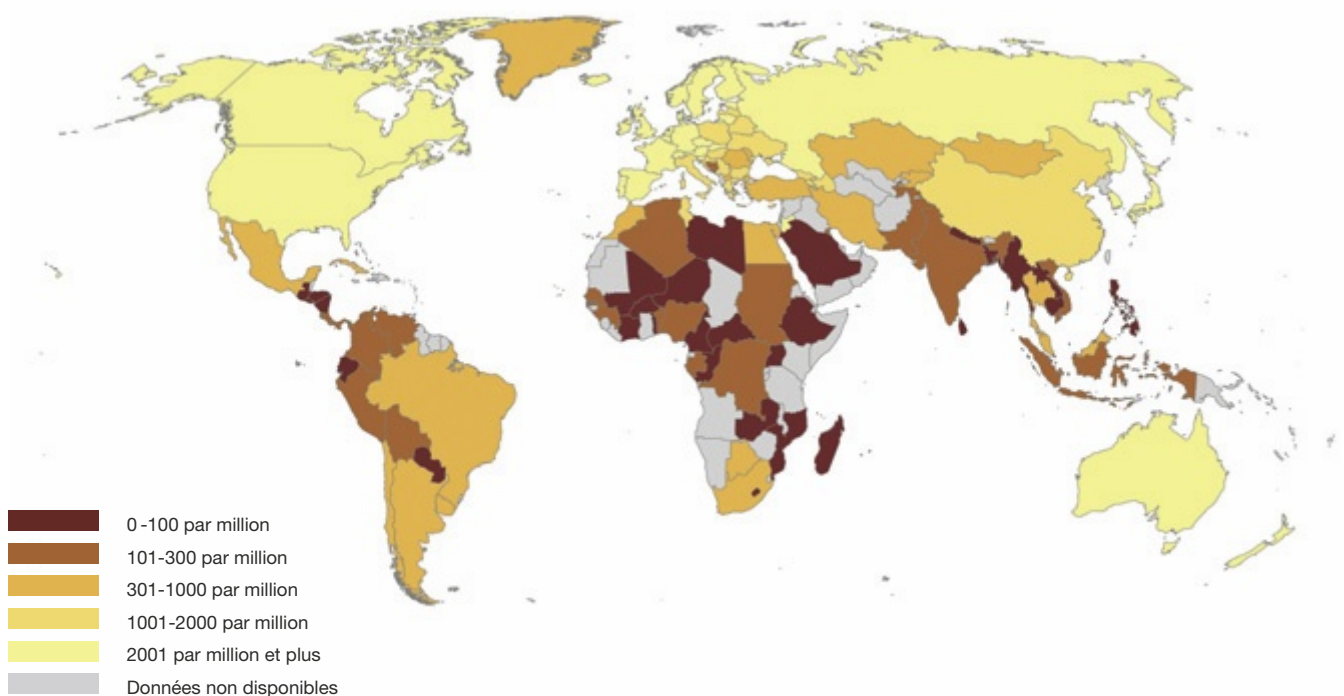
La part des pays en développement dans les dépenses mondiales de R&D est passée de 2% en 1970 à 24% en 2007, mais cette hausse est surtout due à un petit nombre de pays émergents.

Les pays développés concentrent 62% de l'effectif mondial des chercheurs et la Chine 20%. En revanche, l'Inde ne représente que 2,2% du total mondial, l'Amérique latine 3,5% et l'Afrique 2,2%.

Dans nombre de pays en développement, la fuite des cerveaux réduit les capacités d'innovation. Au moins un tiers des chercheurs africains travaillaient hors de leur pays en 2009.

## Densité de chercheurs dans le monde

Ce graphique illustre le nombre de chercheurs par million d'habitants dans la plupart des pays du monde en 2007 ou la dernière année disponible. Source: Institut de statistique de l'Unesco, Montréal, 2010.



# Le Mali exporte du coton brut et importe des tissus



Katja Remane (2)

Troisième producteur de coton d'Afrique, le Mali importe la quasi-totalité de ses tissus. Les basins, très prisés malgré leur prix élevé, sont fabriqués en Europe spécialement pour l'Afrique de l'Ouest. Un manque à gagner important pour ce pays pauvre. Seuls les commerçants et les tailleurs tirent leur épingle du jeu, mais la crise a diminué leurs marges. De Katja Remane\*.

«J'ai ouvert mon atelier de tailleur en 1991. Avec le nouveau régime, les jeunes diplômés étaient exonérés d'impôts durant trois ans. Avant, j'avais une machine à coudre à la maison», raconte Afou Dembélé, qui dirige un petit atelier à Bamako, la capitale. «J'ai deux diplômes, en technique bancaire et en médecine vétérinaire, mais à ce moment-là, les salaires des cadres étaient trop minimes.» Le «nouveau régime» a été instauré à la suite du coup d'État du 26 mars 1991 qui a renversé le général Moussa Traoré. Il a introduit la démocratie multipartite au Mali. Dans le but de promouvoir la relance après la débâcle économique engendrée par 23 ans de dictature militaire, le gouvernement a alors promulgué diverses mesures visant à promouvoir l'emploi.

## La couture dopée par les machines chinoises

«Avant, je gagnais beaucoup d'argent», se souvient la couturière. «À l'époque, les machines à broderies venaient d'Europe. Elles coûtaient très cher – environ un million de francs CFA (1930 francs suisses) –, si bien qu'il n'y avait que peu de concurrence.» L'arrivée des machines chinoises à 300 000 FCFA (580 francs) a encouragé de nombreux tailleurs à se lancer, surtout à Bamako. Dans la capitale, les boutiques de tailleurs s'alignent les unes à côté des autres sur tous les axes de passage, jusque dans les ruelles des quartiers.

«C'est mon mari qui m'a ramené une machine à broderies en revenant d'un stage de formation en Italie», précise la patronne d'atelier. Il y a vingt ans,



Les Maliens apprécient les tissus de couleur. Pourtant, à peine 1% du coton cultivé dans le pays est transformé et teint sur place.

Afou Dembélé a commencé avec une machine et quatre apprentis. Aujourd'hui, elle possède deux machines à coudre et deux à broderies – toutes chinoises. Elle emploie quatre tailleurs et un apprenti. Son mari est décédé en 2003. C'est grâce à son atelier de couture que cette veuve de 55 ans a pu financer les études de ses trois filles, âgées aujourd'hui de 29, 22 et 13 ans. Pourtant, à cause du renchérissement généralisé de ces dernières années, elle a dû réduire ses marges, car les clientes n'acceptent pas de payer plus, mais elle « se rattrape avec les broderies ». Même en temps de crise, son commerce lui rapporte plus qu'un salaire dans la fonction publique.

### Faible niveau d'instruction

Fille d'agriculteurs, Afou Dembélé est venue à Bamako pour faire des études. La capitale est l'unique ville universitaire du pays. Elle a grandi « en brousse », à Sikasso, ville située à 375 km de Bamako. Cette région méridionale, très fertile, est la principale zone de production agricole et cotonnière. Son père, agriculteur et tisserand, avait quatre femmes et trente enfants. Dans ce pays majoritairement musulman, la polygamie est couran-

te. « À Sikasso, on faisait beaucoup d'enfants pour avoir de la main-d'œuvre. Durant l'hivernage, de juin à septembre, toute la famille travaillait aux champs. Papa cultivait le mil et le fonio, maman faisait du riz et du maraîchage », raconte M<sup>me</sup> Dembélé. De sa mère, elle a appris le petit commerce et de son père le travail du tissu. « Papa n'envoyait que les garçons à l'école. J'ai pleuré pour y aller avec mes frères et mon père a fini par accepter », se souvient cette femme qui déplore que le niveau de l'école ait beaucoup baissé au Mali. Auparavant, il y avait trente élèves par classe. Aujourd'hui, ils sont 100 à 150. Les classes sont souvent fermées à cause des grèves incessantes des enseignants qui réclament des salaires plus élevés. De plus, les maîtres vendent les résultats des épreuves aux parents d'élèves pour arrondir leurs fins de mois.

### L'amour de la sape

« Les Maliens n'ont pas d'argent, mais ils adorent 'se saper'. Il y a des mères qui préparent la bouillie pour leurs enfants sans sucre ni lait, mais qui sont bien habillées. Ici, c'est l'apparence qui compte. » La couturière attribue cela au manque d'instruction de la population. Certaines de ses clientes lui

### Le Mali en chiffres

#### Superficie

1,24 million de km<sup>2</sup>  
(30 fois la Suisse)

#### Population (en 2009)

14,5 millions

#### Langue officielle

Français

#### Langues nationales

Bambara, bobo, bozo, dogon, peul, soninké, songhaï, sénoufo-minianka, tamasheq, hassanya, khassonké, madenkan et maninkakan

#### Taux d'alphabétisation des adultes

26,2%

#### Taux de scolarisation

46,9%

#### Durée moyenne de scolarisation

1,4 an

#### Taux de mortalité infantile

194 décès pour 1000 naissances

#### Espérance de vie

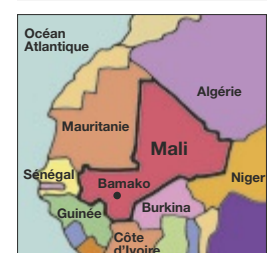
49,2 ans

#### Population vivant sous le seuil de pauvreté

51,43%

#### Indice de développement humain

160<sup>e</sup> rang sur 169 pays



racontent, pleines de satisfaction, que leur nouvel habit a attiré tous les regards. Durant les fêtes religieuses, les mariages et les baptêmes, les Bamakoises et Bamakois rivalisent d'élégance dans leurs grands boubous en basin teinté et brodé. Pour chacun de ces événements, il leur faut un nouveau vêtement. Avant la Tabaski, la fête du mouton, les tailleurs triplent ou quadruplent leurs revenus, mais ils doivent aussi travailler jour et nuit.

L'atelier de couture de M<sup>me</sup> Dembélé se situe à l'entrée du marché de Boukassoumbougou. « Cet emplacement est très important, car il m'amène de la clientèle. En principe, je couds sur mesure, mais je vends aussi d'autres habits. Cela me permet d'occuper mes tailleurs durant les périodes creuses », explique-t-elle. Une jeune mère portant son enfant sur le dos entre dans l'atelier pour essayer l'un des modèles exposés à l'entrée. Elle choisit une robe en basin richement brodé avec du fil doré et paie un acompte. Elle me dit vouloir être plus belle que sa coépouse. Dehors, le marché est animé, mais les clients sont rares à l'intérieur de l'atelier : la fête du mouton n'a lieu qu'au début de novembre.

### Concurrence du coton américain

En brousse, c'est différent. Dans les villages, les gens n'ont pas le temps de bien s'habiller. Ils sortent leurs belles tenues pour les fêtes et peuvent porter le même habit plusieurs fois. Les villageois ont tellement de travail qu'ils n'ont même pas le temps de se reposer, se souvient la couturière originaire de Sikasso. « On jette des mauvais sorts à ceux qui aiment trop se faire voir. C'est la raison pour laquelle les jeunes qui s'installent dans la capitale n'aiment guère revenir au village. » L'islam malien, pratiqué de manière tolérante, a intégré de nombreuses pratiques animistes, en ville comme à la campagne.

Plus des trois quarts de la population malienne vivent de l'agriculture. Dans l'entre-saison, les gens font du petit commerce et de l'artisanat. Le coton est le premier produit d'exportation du Mali, suivi de l'or et du bétail. Récolté à la main, il fournit du travail à plus de 3 millions de personnes. La concurrence du coton subventionné des États-Unis et les fluctuations des cours mondiaux ont durement touché les producteurs maliens, qui se sont progressivement endettés. Une infime partie du coton est tissé au Mali de manière artisanale et teint avec des couleurs naturelles selon des traditions séculaires. Les tissus ainsi produits sont portés par la population locale ou vendus aux touristes.

### Tissus importés d'Europe

« Moins de 1% du coton produit au Mali est transformé dans le pays », précise Amadou Coulibaly, directeur commercial de la Comatex, la principale



Katja Remane

**La production du coton fournit du travail à plus de 3 millions de personnes au Mali**

unité de transformation de la fibre. Cette entreprise fabrique du fil à tisser, du coton écri, teint ou imprimé, ainsi que du coton hydrophile ou de la gaze pour les pharmacies. Elle vend ses cotonnades au Mali et dans les pays voisins. Cependant, 99% des tissus commercialisés au Mali sont importés, ce qui représente un important manque à gagner pour ce pays classé parmi les dix les plus pauvres du monde. Les étoffes les plus prisées par les Bamakoises et Bamakoises sont les basins riches importés d'Allemagne, d'Autriche ou de Tchéquie, qui coûtent entre 5000 et 5500 FCFA le mètre (environ 10 francs suisses). Or, la confection d'un grand boubou de fête nécessite 5 mètres de basin pour les femmes et 9 à 10 mètres pour les hommes. Une broderie sophistiquée peut doubler le prix. Un boubou de fête brodé pour homme équivaut au salaire mensuel de base d'un diplômé de la fonction publique à Bamako.

« Par le passé, notre usine fabriquait également du basin, mais nous avons dû arrêter à cause de la concurrence du basin riche d'Allemagne. Notre produit n'avait pas le même éclat et rétrécissait au premier lavage », regrette Amadou Coulibaly. Afou Dembélé n'a jamais cousu le basin malien. « C'était avant l'ouverture de mon atelier, mais je me souviens que ce tissu n'était pas de bonne qualité. » ■

\* Katja Remane, journaliste libre, vit au Mali depuis 2006. Elle est correspondante de l'ATS, de swissinfo.ch et de plusieurs autres médias suisses.

### L'or blanc du Mali

Après plusieurs années de crise, le cours mondial du coton a atteint un niveau record en 2010. Durant la dernière campagne agricole, le Mali a récolté près de 244 000 tonnes de coton-graine, une production dont la valeur équivaut à 86 millions de francs suisses. Suite à cette embellie, le gouvernement veut relancer la production, malgré la grande fluctuation des cours mondiaux et l'endettement élevé des producteurs. Créée en 1974 pour gérer la filière coton, la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) est en voie de privatisation. Détenu à 60% par l'État malien et à 40% par le groupe français Dagrif, elle assure l'égrenage du coton-graine ainsi que la commercialisation et l'exportation de la fibre de coton. La CMDT fournit aux producteurs des semences, des engrais et des pesticides sur crédit, ainsi que des conseils agricoles.

## Une journée sur le terrain avec...

### Geneviève Federspiel, cheffe du bureau de coopération à Bamako

Aujourd'hui, mon agenda prévoit une importante mission à Tombouctou. Au Mali, la DDC s'occupe surtout de développement rural, mais elle est aussi active dans le développement urbain. Les déplacements de service sont très utiles, car ils nous donnent l'occasion de sortir du bureau de coopération pour nous faire une idée concrète de la réalité sur le terrain. Cette journée commence donc particulièrement tôt – mon réveil sonne à 5 heures. Je prends un café et jette un coup d'œil sur Internet.

Vers 5h45, mon chauffeur passe me prendre pour me conduire à l'aéroport. J'arrive à Tombouctou après un vol de trois heures au-dessus du fleuve Niger. À la descente de l'avion, un vent chaud et chargé de sable me souffle au visage. Deux de mes collaborateurs, qui ont fait le déplacement en voiture, viennent me chercher à l'aéroport. Je n'ai pas fait le voyage par la route, car cela m'aurait pris trop de



DDC

« Cette mission a pour but de lancer un programme de protection contre les inondations à Tombouctou. »

temps: il faut compter un jour et demi au moins pour aller de Bamako à Tombouctou, une partie du réseau routier étant en très mauvais état. Cette mission a pour but de lancer un programme de protection contre les inondations à Tombouctou.

Il s'agit en effet d'un problème majeur dans tout le pays. Pendant la saison des pluies, les averses peuvent être torrentielles. Le sol sableux ne parvient pas à absorber une telle quantité d'eau. De plus, les gens construisent souvent leurs maisons dans des zones facilement inondables. Arrivés en ville, nous nous rendons chez le gouverneur avec lequel nous avons rendez-vous à 11 heures. Dans une ambiance détendue, il nous informe de la situation sur place et nous lui expliquons le but de notre visite.

Après la pause de midi, qui nous permet surtout d'échapper à une chaleur torride – le mercure

dépasse allègrement les 40 degrés –, nous rencontrons à 14 heures le maire ainsi que des représentants du Conseil municipal, des quartiers et des organisations non gouvernementales. Ensemble, nous visitons les treize bassins de rétention naturels de Tombouctou. Ceux-ci doivent être assainis d'urgence, car ils sont indispensables pour éviter que la ville soit inondée durant la saison des pluies. En voiture et à pied – une partie de la médina n'est pas accessible aux véhicules –, nous allons d'un bassin à l'autre. Tous sont ensablés et recouverts de débris provenant des inondations de l'année dernière, notamment de l'argile qui pourra être utilisé pour des travaux de construction.

En fin d'après-midi, une séance se tient à l'hôtel de ville sous la direction du maire. Elle porte sur la suite des opérations et la manière de répartir les responsabilités afin d'assurer le succès de la remise en état des bassins – une opération qui doit non seulement protéger les habitants, mais également favoriser le développement de la ville. Il faut que ces travaux créent un maximum d'emplois. C'est d'autant plus important à nos yeux que le Mali traverse actuellement une grave crise économique. Après d'intenses discussions, nous parvenons à un accord qui permettra de lancer cette coopération. À 18h30, mes collaborateurs et moi allons souper. Au cours du repas, nous passons en revue les événements du jour et préparons les séances du lendemain. ■

*(Propos recueillis par Maria Roselli)*

*(De l'allemand)*

#### Un partenariat de 33 ans

La coopération entre la Suisse et le Mali remonte aux sécheresses catastrophiques des années 1973-74. En voici les principaux résultats:

- Approvisionnement en eau: dans les zones rurales, la DDC a contribué à couvrir les besoins en eau de 600 000 personnes dans 869 localités.
- Promotion économique: la DDC a soutenu le développement de nouvelles branches économiques, l'extension des infrastructures et la recherche agricole.
- Santé: grâce à l'aide suisse, la région de Sikasso bénéficie aujourd'hui des meilleurs soins médicaux du pays.
- Formation professionnelle: sur mandat de la DDC, Swisscontact réalise un programme d'appui à l'apprentissage. Chaque année, plus de 2000 jeunes ont ainsi accès à une formation professionnelle. En outre, des centaines de maîtres d'apprentissage ont pu se perfectionner, en particulier dans le domaine financier et commercial.  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch),  
« Pays », « Mali »  
[www.cooperation-suisse.admin.ch/mali](http://www.cooperation-suisse.admin.ch/mali)

## Les Blancs ont tué Mopti

«C'est une année maudite, les Blancs veulent notre mort», maugrée Beidari. Il regarde sa montre et enfourche sa bicyclette. Direction: le quartier de Toguel, au cœur de Mopti, la «Venise malienne» située à 600 km de Bamako. Vendeur de tapis et fils de vendeur de tapis, Beidari parcourt le même trajet depuis trente ans. Il quitte sa maison à 8 heures, arrive au marché, sort ses tapis et les accroche au mur. Le soir, il fait l'inverse et rentre chez lui, les bras chargés de cadeaux pour sa famille. Son épouse Mariam adore la viande de bœuf grillée, surtout celle que vend une rôtisserie locale au nom pittoresque de «Pharmacie de la bonne santé». En mari prévenant, Beidari aime lui en acheter. Les enfants, eux, veulent des friandises. Quant à la vieille maman de Beidari, elle tient à ses noix de kola et à ses carpes fraîchement pêchées.

Habituellement, le vendeur de tapis met un point d'honneur à satisfaire tout ce petit monde. Mais en janvier 2011, donc en pleine saison touristique, il n'avait encore vendu que deux tapis. «Je ne peux même pas nourrir les miens pendant dix jours avec ça», se plaint-il. «Toute ma famille est mécontente des touristes.» Ces derniers ont en effet déserté la région depuis que les chancelleries occidentales déconseillent à leurs ressortissants de se rendre à Mopti, Gao, Kidal et Tombouctou. La raison? Le nord du Mali se trouve dans le «sanctuaire salafiste» contrôlé par des islamistes armés qui ont enlevé une quarantaine de touristes et d'humanitaires

occidentaux depuis 2003. Si deux des otages ont été exécutés par leurs ravisseurs, les autres ont été libérés, probablement contre le paiement de rançons. D'ailleurs, en juillet 2011, quatre Français enlevés au Niger sont toujours aux mains de ces islamistes désormais affiliés à al-Qaïda. «Ce sont des foutaises», proteste Beidari. À ses yeux, il est aberrant de penser «qu'al-Qaïda fera 1000 km depuis le Sahara pour venir enlever des touristes à Mopti».



**Adam Thiam** est anthropologue et journaliste.

Après avoir travaillé pour Save the Children, Oxfam et la Fédération internationale du planning familial (IPPF), ce Malien a également été le porte-parole de l'Union africaine.

Aujourd'hui, il fait partie de la rédaction du quotidien *Le Républicain*, à Bamako, où il signe des éditoriaux politiques ainsi que des articles sur les questions sécuritaires et africaines.

Et puis, «si c'était le cas, nous serions en mesure de neutraliser les ravisseurs», assure le commerçant. Il montre les amulettes attachées à son biceps, qui sont censées le rendre invulnérable aux balles de fusil. L'argument ne semble pas avoir convaincu cette année. Les touristes, qui se comptaient d'ordinaire par milliers, se sont faits très rares. Jusqu'à présent, ils arrivaient par des vols charters en provenance de Marseille, Lyon ou Paris. Ces visiteurs européens dévalisaient le marché. Ils donnaient également le chiffre d'affaires des hôtels et des restaurants. «Je vendais une trentaine de tapis kerka par an», rappelle Beidari. Le tapis kerka est typique de la région de Mopti. On ne le confectionne nulle part ailleurs sur la planète. Superbe assortiment de couleurs, son tissage est des plus fins. La

production d'une seule pièce nécessite la laine d'une dizaine de moutons et le travail de trois personnes pendant quinze jours. Le kerka se vend cher: son prix atteint environ 500 euros, à condition toutefois de trouver un acheteur venu du Nord. Les autochtones, eux, n'achètent qu'occasionnellement ce type de tapis et pour bien moins cher que le «prix touriste».

Beidari est convaincu que ce n'est pas al-Qaïda la cause de son malheur. Pas même le gouvernement malien. Le seul coupable, c'est l'Occident: «Les Blancs m'ont tué. Ils ont tué l'intermédiaire qui me fournit les tapis à crédit. Ils ont tué les tisserands des villages qui ravitaillent, eux aussi, les intermédiaires à crédit.» Beidari tient ces propos depuis que les touristes boudent la ville. Il les répète aujourd'hui, en rentrant bredouille à la maison, sans viande rôtie pour Madame, sans noix de kola pour maman et sans friandises pour les gosses. ■



Yann Douéan/Phemis.fr/afif

# Des sols érodés qui reprennent vie

Un projet agricole en Corée du Nord donne d'excellents résultats: des arbres, des buissons et des jardins ont été implantés sur des sols pentus jusque-là dénudés. Ces terres fournissent désormais diverses denrées alimentaires, au lieu de continuer à se dégrader sous l'effet de l'érosion.



Céréales, légumes, baies et arbres poussent aujourd'hui sur des sols autrefois dénudés en Corée du Nord

(gn) L'exploitation de terrains en pente sous des formes innovantes en Corée du Nord se déroule à plusieurs niveaux: à l'origine, il s'agissait avant tout de stopper l'érosion de terres nues et vallonnées. On voulait en même temps améliorer l'approvisionnement précaire de la population rurale, souvent victime de famines et de malnutrition.

La DDC a lancé ce projet en 2003. Au départ, trois groupes d'agriculteurs ont été créés dans la province de Hwanghae-Nord. Actuellement, il en existe plus de nonante, répartis dans huit districts ruraux. Ils se consacrent à l'exploitation durable des terrains en pente dans leurs villages. «Ce projet est un grand succès. D'ailleurs, notre modèle fait des émules. Des groupes se constituent désormais sans aucune intervention de notre part», se réjouit Katharina Zellweger, responsable du bureau de coopération de la DDC à Pyongyang.

## Innover dans un pays communiste

En Corée du Nord, les paysans disposent d'environ un hectare de terres par famille. Les membres des groupes de producteurs, dont 80% sont des femmes, s'aident mutuellement dans l'exploitation des terrains accidentés. Sous la houlette de spécialistes, ils

garnissent les pentes de végétation. Ces plantes freinent l'érosion et assurent une exploitation durable des sols. Les techniciens qui conseillent les villageois ont acquis leur savoir-faire à l'Université de Kunming, en Chine. Une bonne douzaine de Nord-Coréens y ont en effet suivi une formation en agroforesterie dans le cadre de ce projet.

Il est impressionnant de voir la diversité des produits agricoles cultivés sur ces petites surfaces. Auparavant, la production alimentaire nord-coréenne se limitait au maïs, à la pomme de terre et au soja. Aujourd'hui, on voit pousser sur ces collines autrefois dénudées des céréales telles que du riz, du mil ou du froment, mais également des légumes, des baies et des arbres, qui fournissent aussi bien des fruits que du bois à brûler. «La biodiversité qui caractérise ces champs privés apporte aux producteurs des avantages considérables», fait observer M<sup>me</sup> Zellweger. «Les produits issus des diverses récoltes sont convoités sur les marchés locaux. Les paysans peuvent les échanger ou même les vendre, ce qui est aussi une nouveauté dans ce pays d'obédience strictement communiste.» ■

(De l'allemand)

# De l'eau potable même en cas de catastrophe

Au cours de l'été 2010, des inondations dévastatrices ont privé des millions de Pakistanais d'un approvisionnement sûr en eau potable. Parmi les mesures d'aide les plus urgentes, il a fallu purifier l'eau, afin d'éviter l'apparition de maladies et d'épidémies dans ce climat chaud et humide.



Marc-André Bünzli/DDC (4)

*Quelques jours après les «inondations du siècle»: des maisons et des puits détruits, quelques biens sauvés des eaux, dont un téléviseur, et de la nourriture acheminée par l'aide internationale*

(gn) Une année après les terribles inondations qui ont submergé le Pakistan, on espère que cette catastrophe n'aura pas seulement engendré misère et désolation, mais aussi amélioré à long terme l'approvisionnement en eau potable dans l'ensemble du pays.

Tout a commencé au cours de l'intervention d'urgence de la DDC en août 2010: grâce aux activités qu'elle menait de longue date sur place ainsi qu'à ses contacts avec des organismes gouvernementaux et d'autres partenaires, la Suisse a pu répondre rapidement et efficacement aux besoins les plus importants. Ceux-ci comprenaient la décontamination des sources d'eau potable dans les régions les plus gravement touchées.

## **Plus de 2000 puits nettoyés**

Au début de l'opération, la DDC a acheminé les kits de secours qu'elle livre d'habitude dans ce type de situation. Très vite, les experts du Corps suisse

d'aide humanitaire (CSA) ont cependant mis en place des systèmes plus efficaces et moins coûteux, en collaboration avec l'association locale Integrated Regional Support Programme. «Les Pakistanais étaient bien préparés à cette catastrophe et ils ont donc réagi de manière adéquate. Avec nos partenaires, nous avons pu commencer rapidement à acheter le matériel nécessaire sur place», se souvient Marc-André Bünzli, spécialiste de l'eau et chef du groupe spécialisé Eau potable et hygiène de l'habitat au CSA.

Les flots d'eau sale ayant endommagé et contaminé les puits et les captages d'eau potable, il importait en priorité de réhabiliter ces installations pour les rendre à nouveau opérationnelles. Dans la province du Penjab, le CSA a mis sur pied un cours accéléré et formé 42 spécialistes locaux de l'eau. Dans la province du Khyber Pakhtunkhwa, une centaine de bénévoles ont nettoyé plus de 2000 puits en l'espace de six mois. Ces équipes étaient



placées sous la direction de trois techniciens également formés par le CSA. Elles ont pu rétablir l'approvisionnement en eau potable pour quelque 100 000 personnes.

Dans un premier temps, il fallait nettoyer les puits et réparer les éventuels dégâts subis par les installations de captage. Sur la base d'une liste de contrôle, les experts ont ensuite évalué la contamination

3000 litres d'eau. En extrapolant, on peut estimer que les septante Wata livrés par la DDC étaient en mesure de produire chaque jour de l'eau potable pour 1 million d'habitants, à condition de rationner l'eau à 5 litres par personne. «Seule l'électricité nous a posé quelques problèmes au départ, car l'électrolyse exige une tension stable», explique Marc-André Bünzli.



Au moyen de pompes mobiles, des techniciens ont nettoyé en six mois plus de 2000 puits remplis de boue



potentielle de l'eau. Ils ont pu ainsi déterminer la dose de chlore nécessaire pour tuer les germes et fournir aux habitants de l'eau potable : lorsqu'un puits se trouve à proximité de latrines ou dans une dépression de terrain, le risque de contamination est plus grand que s'il a été construit en hauteur et loin de toute source de pollution ; il faut donc ajouter plus de chlore.

### Du chlore produit localement

Le chlore nécessaire pour purifier l'eau a été produit sur place au moyen d'un électrolyseur spécial. Cet appareil très pratique, nommé Wata, a été conçu par la fondation genevoise Antenna Technologies. Il est spécialement destiné aux pays en développement et aux régions en crise. L'utilisation de septante de ces électrolyseurs au Pakistan a été une première pour le CSA.

La technique appliquée est aussi simple que subtile : à l'aide de courant continu, l'appareil produit une solution chlorée (ou eau de Javel) à partir d'eau et de sel. Cela évite le transport compliqué et dangereux de chlore en poudre, ainsi que son entreposage. Grâce à cette méthode facile et sans danger, on peut produire le chlore indispensable à la décontamination de l'eau dans des situations difficiles et dans des villages éloignés de tout.

Ce système est d'une rare efficacité : avec 25 grammes de sel et un litre d'eau, il produit 6 grammes de chlore, lesquels suffisent pour purifier

### Alimentés par l'énergie solaire

Il y a une année, les premiers tests effectués avec des cellules photovoltaïques s'étaient encore révélés peu satisfaisants. Les appareils utilisés pour l'aide d'urgence au Pakistan ont donc été alimentés par des génératrices classiques. Depuis lors, les recherches se sont poursuivies, de sorte que l'alimentation électrique des Wata de la nouvelle génération est assurée par un panneau solaire.

La méthode a conquis les spécialistes pakistanais. Le gouvernement de l'État du Penjab a aussitôt décidé d'équiper tous les villages de la province de tels appareils. «Le recours à ce système après la catastrophe a ouvert les yeux des autorités, affirme M. Bünzli. Elles ont compris que l'eau potable joue un rôle crucial pour la santé de la population et que cette technique simple, peu coûteuse et facile à utiliser donne d'excellents résultats.» Avec le soutien de la Banque mondiale, le Pakistan entend non seulement diffuser la technologie Wata dans tout le pays, mais aussi inscrire le droit à l'eau potable dans sa législation. ■

(De l'allemand)



### L'aide suisse mise sur les Wata

Les appareils à électrolyse Wata ayant fait leurs preuves au Pakistan, le CSA prévoit de les utiliser à l'avenir lors de toutes ses interventions d'urgence dans le domaine de l'eau. Ils représentent un progrès énorme : jusqu'ici, le laboratoire de terrain permettait certes de savoir si l'eau était contaminée, mais pas de la purifier. Grâce aux Wata, on dispose d'une méthode simple pour décontaminer l'eau et la rendre potable. Sur la base des expériences acquises, les chercheurs de la fondation Antenna Technologies ont adapté ce robuste appareil aux interventions d'urgence – ils ont travaillé pour cela en étroite collaboration avec l'entreprise neuchâteloise Iland Green, spécialisée dans les dispositifs solaires, et avec la DDC. Des tests complets sont actuellement effectués sur le terrain en Haïti, à Madagascar, en Afghanistan, au Sri Lanka et au Sud-Soudan.

# DDC interne



## **Manuel Bessler succède à Toni Frisch**

En mai dernier, le Conseil fédéral a nommé Manuel Bessler en tant que délégué à l'Aide humanitaire et chef du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). M. Bessler accédera en même temps au poste de vice-directeur de la DDC. Succédant au Bernois Toni Frisch, qui prend sa retraite, il entrera en fonction le 1<sup>er</sup> octobre. Jusque-là, il continuera de diriger la représentation au Pakistan du Bureau de coordination des

Nations Unies pour les affaires humanitaires (Ocha).

Né en 1958 à Zurich, Manuel Bessler a étudié le droit à l'Université de Zurich et à la Faculté de droit de Harvard. Il a commencé par exercer le métier d'avocat dans sa ville natale, puis est entré au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en 1991, où il a occupé différents postes : conseiller juridique de la délégation pour Israël et les territoires palestiniens occupés, responsable de la sous-délégation à Jérusalem, délégué à la communication et à l'information en Haïti, chef de la mission en Tchétchénie et chef de la délégation en Irak. En 1994, Manuel Bessler est entré au service de l'Inspecteur général de la Force de protection des Nations Unies en ex-Yougoslavie (Forprnu), où il a occupé la fonction de collaborateur militaire. En 2000, il a rejoint l'Ocha : après avoir travaillé au sein de la division de politique humanitaire à New York, il a dirigé le bureau de l'organisation à Jérusalem, puis, dès avril 2009, son antenne au Pakistan.

## **Des forêts pour l'Afrique**

(mq) Le changement climatique met le développement de l'Afrique en péril : longues périodes de sécheresse et soudaines trombes d'eau provoquent des incendies et des inondations. Ces catastrophes malmènent l'agriculture locale, la sécurité humaine et la santé. Dans le cadre de son programme global Changement climatique, la DDC soutient le Forum forestier africain ([www.afforum.org](http://www.afforum.org)). Cette plate-forme d'échange est destinée aux scientifiques et aux décideurs politiques qui œuvrent pour une gestion

forestière durable dans les divers paysages africains. Il s'agit surtout d'observer comment les forêts, de même que les hommes et les animaux qui en dépendent, réagissent au changement climatique, et de diffuser des connaissances sur la manière de restaurer les zones forestières détruites.

*Durée du projet : 2010-2014  
Volume : 4,5 millions de CHF*

## **Programme de santé publique en Lituanie**

(lrf) Dans le cadre de sa contribution à l'élargissement de l'UE, la Suisse finance un programme pour l'améliora-

tion de la santé de la mère et de l'enfant en Lituanie. Ces activités s'inscrivent dans le prolongement de l'aide à la transition déployée dans les années 90. À l'époque, la Suisse soutenait en effet déjà le secteur lituanien de la santé. Dans le domaine hospitalier, le programme vise à améliorer les équipements et les infrastructures, ainsi qu'à accroître l'efficacité énergétique. La DDC consacre 16,6 millions de francs au perfectionnement de 1300 membres du personnel de la santé et contribue à la modernisation des 22 hôpitaux qui prennent en charge 80% des naissances en Lituanie. De son côté, le Seco finance des mesures destinées à accroître l'efficacité énergétique dans seize de ces établissements, pour un montant de 19 millions de francs.

*Durée du projet : 2011-2017  
Volume : 45,6 millions CHF*

## **Droits des travailleurs migrants**

(mq) Près de 9 millions de personnes venues d'Asie du Sud et des Philippines travaillent au Proche-Orient. Parmi elles, les femmes forment le groupe le plus vulnérable. Souvent dépourvues de formation, elles travaillent comme domestiques dans des conditions précaires et sans protection juridique. Plus leur salaire est bas, plus les migrantes ont de la peine à payer le visa, le voyage et les frais de l'agence de placement. Elles contractent des dettes qui les empêchent souvent de réaliser leur objectif, à savoir améliorer leur sort et celui de leurs familles. Le programme global Migration et Développement de la DDC

œuvre à améliorer le contexte de l'émigration ainsi que les conditions d'engagement dans les pays d'accueil. Dans plusieurs pays du Proche-Orient, il soutient l'élaboration d'une législation du travail qui protège les droits des migrants.

*Durée du projet : 2011-2015  
Volume : 5 millions CHF*

## **Stimuler les investissements au Nicaragua**

(bm) Malgré une croissance économique soutenue, le marché du travail du Nicaragua n'est pas en mesure d'absorber les 80000 nouvelles personnes actives par an. Pour encourager la création d'emplois, le pays a décidé de promouvoir les investissements directs – locaux et étrangers – dans sa stratégie nationale de développement économique. Un projet de la DDC contribue à établir un climat plus propice aux investissements. Il vise à renforcer le dialogue entre le secteur public et privé par le biais d'une plate-forme Internet. Cette approche innovante devrait favoriser une plus grande implication des petites et moyennes entreprises. L'impact sur la création d'emplois devrait bénéficier aux populations les plus pauvres. L'agriculture et le tourisme, qui demandent beaucoup de main-d'œuvre, sont les deux secteurs clés du projet.

*Durée du projet : 2011-2014  
Volume : 1,2 million de CHF*

# La misère du monde nous concerne tous

Faut-il fournir une aide au développement? Pour quelles raisons? Dans quel cadre? Quel doit être son volume? Ces questions suscitent nombre de débats et de vives controverses dans les milieux politiques. Pour la philosophe Barbara Bleisch, il est évident que nous avons une responsabilité envers les populations démunies de ce monde. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Nos choix de consommation ont un effet direct sur le changement climatique

## Un seul monde: Existe-t-il une obligation éthique d'aider les pauvres et de fournir une aide au développement?

**Barbara Bleisch:** Je pense que oui. Certains ne parlent pas d'obligation, mais se fondent sur la philanthropie, c'est-à-dire sur la bonne volonté. Dans cette vision, ceux qui fournissent une aide deviennent des « bienfaiteurs », des « héros vertueux ». Pour ma part, je considère au contraire l'aide au développement comme un devoir.

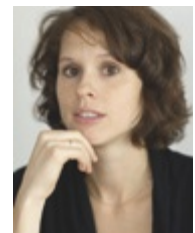
## Pourquoi?

Le discours éthique connaît deux types de justification: les uns estiment que l'aide est une obligation, car il est moralement choquant de laisser des gens mourir de faim alors que nous pouvons leur épargner cette souffrance. L'éthique exige donc de faire le bien dans le monde. Les autres abordent la question par le biais de l'équité. À leurs yeux, il est injuste que des êtres humains meurent de faim. Là

encore, il existe deux motivations bien différentes. Certains préconisent une redistribution des biens, autrement dit une justice sociale à l'échelle mondiale. Les autres disent: « Arrêtons de parler d'aide et de redistribution. Ce qui est vraiment injuste, c'est que nous, les riches, nous contribuons à cette misère; de ce fait, nous portons aussi une part de responsabilité. » Ces dix dernières années, le paradigme a changé: la notion de justice a remplacé celle de charité.

## Au Nord, on défend souvent l'aide au développement en disant qu'elle nous est utile et profite à notre économie. Cet argument est-il contraire à l'éthique?

Oui et non. En principe, l'aide accordée aux autres peut également avoir des retombées positives pour nous. Cela ne pose aucun problème du point de vue éthique. Toutefois, si nous justifions la coopération uniquement par le fait qu'elle sert nos intérêts et si



**Barbara Bleisch** a étudié la philosophie, la théologie et la germanistique à Zurich, à Tübingen et à Bâle de 1994 à 2001. Elle a ensuite notamment travaillé comme journaliste pour l'association suisse SolidarMed au Lesotho et effectué un stage auprès de l'ONU à New York. En 2007, elle a obtenu un doctorat à l'Université de Zurich (sa thèse portait sur la pauvreté mondiale et la responsabilité individuelle), où elle a par ailleurs dirigé de 2005 à 2009 les études supérieures d'éthique appliquée. Barbara Bleisch travaille actuellement comme collaboratrice scientifique au Centre d'éthique de l'Université de Zurich et anime l'émission *Sternstunde Philosophie* de la télévision allemande. Elle a rédigé ou co-rédigé plusieurs livres qui traitent des liens entre la pauvreté dans le monde, la justice et l'éthique.



*En achetant des produits du commerce équitable – comme ces roses du Kenya –, les consommateurs soutiennent les populations des pays en développement*

nous l'orientons dans ce sens, elle deviendra vite unilatérale: nous ne fournirons de l'aide que là où cela nous rapporte quelque chose et perdrons de vue nombre de régions où la pauvreté est extrême. En accordant la priorité à nos propres intérêts, nous ferons souvent passer pour de l'aide des activités qui n'en sont pas. Beaucoup justifient la coopération en arguant qu'elle permet de freiner l'immigration. Or, nous savons que les fonds transférés dans leur pays par les migrants dépassent plusieurs fois le montant de l'aide. Cela signifie que ces gens continueront à venir travailler chez nous. Le seul moyen d'endiguer véritablement les migrations consisterait à faire de l'Europe une forteresse et à repousser tout le monde. À mon avis, rien ne pourrait justifier une telle mesure.

**Vous affirmez que nous profitons du village global et que nous avons dès lors une part de responsabilité. Qu'entendez-vous par là?**

Je distingue trois types d'obligations. Premièrement, le devoir d'aider, c'est-à-dire de céder une partie de notre richesse, par exemple en versant des dons à des œuvres d'entraide fiables, mais aussi par le biais des impôts. Deuxièmement, le devoir du citoyen: nous avons la chance de vivre en démocratie et je pense qu'il nous incombe d'utiliser notre voix pour promouvoir la justice à l'échelle mondiale. Ce sont en fin de compte les citoyens qui définissent la position de la Suisse dans les négociations à l'OMC.

Troisièmement, le devoir du consommateur: c'est le plus difficile à exercer, car il nous contraint à repenser nos décisions d'achat. Comme pour les dons, nous devons nous fier aux informations fournies par des organisations spécialisées. Elles nous indiquent ce que nous pouvons acheter en toute bonne conscience et les articles à éviter pour des raisons d'éthique sociale. Nous pouvons aussi faire pression sur les entreprises. Par exemple, on ne trouve sur le

---

« La pauvreté est un problème extrêmement complexe. Il n'existe pas de recette simple pour l'éradiquer. »

---

marché aucun ordinateur issu du commerce équitable. Lorsque j'achète un PC, je peux écrire une lettre au fabricant pour l'interroger sur les conditions dans lesquelles l'appareil a été produit. Le pouvoir des consommateurs est assez limité, mais nous devons l'exploiter.

**Considérer que chacun d'entre nous est responsable de la misère dans le monde, n'est-ce pas aller trop loin?**

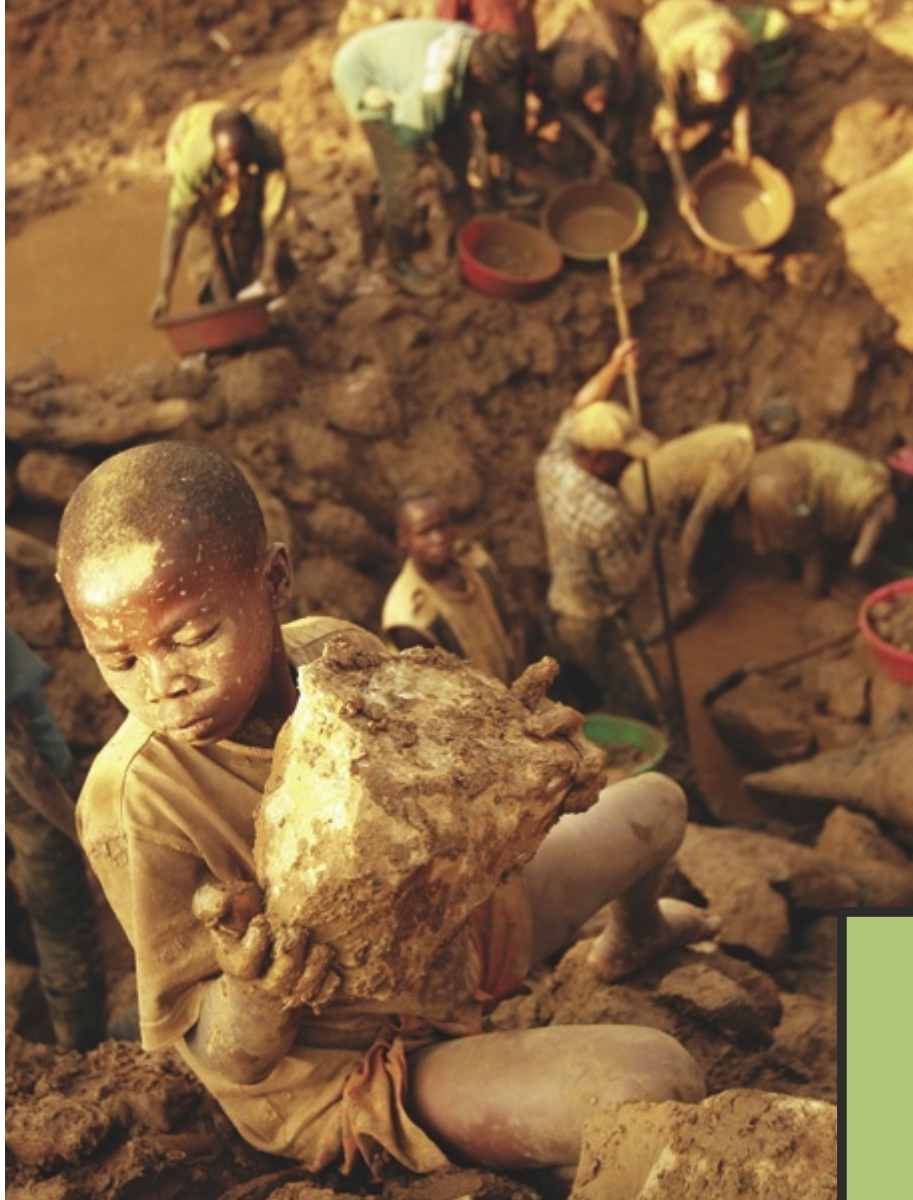
Certes, cela n'a rien d'agréable. Prenons l'exemple de la République démocratique du Congo. Un pays riche en ressources, mais dont l'histoire a été effroyable depuis l'époque du colonialisme. Aujourd'hui, c'est une dictature qui commet d'horribles violations des droits humains. Nous ne sommes naturellement pas les premiers responsables de cette situation. Cependant, nous sommes impliqués. Nos téléphones portables contiennent très probablement des matières premières exploitées au Congo, dont la vente permet à la dictature de se maintenir au pouvoir. Tant que nous ne nous préoccupons pas de ces liens, rien ne changera. Selon moi, il est faux de croire que notre part de responsabilité est tellement mince que nous sommes totalement innocents.

**De toute évidence, chaque citoyen a donc des responsabilités. Quel est le rôle des agences publiques de développement et des organisations internationales comme l'ONU?**

L'ONU est indéniablement un acteur important. Je ne suis pas la personne la mieux placée pour en apprécier l'efficacité, mais je pense que sa taille entrave son fonctionnement. Cette organisation doit tenir compte des intérêts de ses différents membres, ce qui nous ramène au problème déjà évoqué : chaque État recherche son propre bénéfice. Lorsque l'on considère l'aide publique au développement (APD), il faut toujours se demander de quoi elle est constituée. Il est absurde, par exemple, que les excédents de l'agriculture subventionnée du Nord soient acheminés vers le Sud sous forme d'aide alimentaire et considérés comme de l'APD. En outre, l'arrivée de ces produits agricoles, bon marché grâce au soutien étatique, met en difficulté les paysans des pays en développement.

**En d'autres termes, il serait beaucoup plus efficace de supprimer les subventions plutôt que d'injecter de l'argent dans l'aide alimentaire et au développement?**

Je pense qu'il serait plus efficace de s'attaquer aux causes du problème, afin de lui trouver une solution institutionnelle. En même temps, il s'agit de faire une chose sans renoncer à une autre. La pauvreté est un problème extrêmement complexe. Il n'existe pas de recette simple pour l'éradiquer. La coopération au développement a connu ses modes : il fut un temps où la lutte contre le paludisme était considérée comme une panacée ; ensuite, ce fut l'accès à l'eau, puis l'éducation pour tous ou le microcrédit... Mais il n'y a pas de recette toute faite.



Info Oser/Reuters/Redux/afif

*Les téléphones portables, comme bien d'autres objets usuels, contiennent des matières premières dont la vente permet à la dictature congolaise de se maintenir au pouvoir*

Et surtout, aucune solution ne peut fonctionner sans un changement d'attitude dans les pays industrialisés. Nous profitons de ce système. Si nous voulons agir pour promouvoir la justice mondiale, il nous en coûtera davantage que de glisser une pièce dans une sébile.

**Devons-nous donc nous restreindre si nous voulons assumer la responsabilité éthique de nos actes?**

Récemment encore, je vous aurais répondu qu'il suffit de changer notre mode de consommation. Aujourd'hui, je suis persuadée que cela ne suffit pas et que nous devons consommer moins. Notre comportement en la matière engendre en effet d'autres problèmes, comme le changement climatique, dont les répercussions négatives se font surtout sentir dans les pays en développement. Je pense que nous devrions en fait pratiquer une nouvelle culture de la modestie dans le meilleur sens du terme. Cela surtout pour des raisons d'équité. ■

*(De l'allemand)*

# L'université d'Oscar



Boris Hegar/Report Digital-REX/af

Oscar a eu une vie difficile. Ses voisins et amis m'en ont parlé. Même le directeur de la prison de San Pedro, où il a passé presque trente ans, me l'a décrit sur un ton admiratif. Oscar lui-même me l'a racontée le jeudi où je l'ai interviewé. Aléas du destin, c'est un autre jeudi que je l'ai revu, mais de loin. Distrait, je montais les étages d'une maison située à proximité de la petite section pénitentiaire appelée Guanay. En m'approchant d'une fenêtre, je l'ai vu 50 mètres plus bas. Perché sur un toit, il discutait avec deux enfants.

Plutôt dangereux comme endroit. Un vieux toit de fibrociment, incliné à 40%, à presque 3 mètres au-dessus du sol en pierre et juste assez grand pour trois personnes. Plusieurs fois, Oscar a montré le ciel et les sommets qui entourent la ville de La Paz. Ses petits-fils l'écoutaient, attentifs et imperturbables. Comme chaque jeudi.

Il est paradoxal de donner des leçons dans un endroit aussi dangereux. Pourtant, tous les enfants de la campagne, comme les petits-fils d'Oscar, voudraient

bien vivre au centre-ville et suivre une école moderne. San Pedro est une vieille citadelle située au cœur de La Paz. Mais une citadelle par laquelle personne n'a envie de passer.

Ce jeudi-là, Oscar donnait des cours particuliers précisément à La Paz, où l'éducation est dispensée de façon très inégale. Des milliers d'enfants pauvres, des Indiens aymaras pour la plupart, comme les petits-fils d'Oscar, abandonnent l'école prématurément. Les autres découvrent tôt ou tard qu'on leur a appris peu de choses et mal. Ces maigres acquisitions scolaires sont l'un des facteurs qui poussent les jeunes vers la délinquance et la prison. En Bolivie, rien ne ressemble plus à l'enfer que les prisons. Beaucoup de ceux qui y entrent pour des délits mineurs sont des criminels patentés quand ils en ressortent.

«Vous qui n'écrivez que des choses négatives sur cet endroit, il y a une histoire que vous devriez raconter», nous a dit le directeur de San Pedro. Puis il a ajouté: «Allez interviewer Oscar.» Peu après, j'ai su qu'Oscar avait

été accusé d'assassinat à l'époque de la dictature et condamné à trente ans de réclusion. On l'avait enfermé à Guanay, lieu de tous les dangers. Il s'y était fait des amis tant parmi les détenus de droit commun que parmi les prisonniers politiques. Ses appels étant rejetés les uns après les autres, il avait décidé d'étudier – d'abord avec les prisonniers politiques, puis en utilisant les faibles moyens éducatifs disponibles dans l'établissement.

Quinze ans plus tard, Oscar était devenu un leader. Il s'est battu pour améliorer les conditions de détention, encourageant la construction de salles de classe, de toilettes décentes et d'une bibliothèque. Il a appris deux professions et venait d'entamer une troisième formation universitaire quand je lui ai rendu visite. En 1995 et en 2002, il a obtenu quelques mois de liberté conditionnelle, mais ses influents accusateurs ont fait annuler la mesure à chaque fois. «En l'espace de 26 ans, Oscar n'a jamais été sanctionné, il n'a pas reçu un seul avertissement. C'était un détenu modèle», a souligné le directeur.

Quand nous en sommes arrivés à la question critique, pendant l'interview, Oscar s'est expliqué: «Je n'ai jamais voulu tuer. J'essayais juste d'intimider un patron qui ne cessait de m'agresser ce soir-là, mais le coup est parti tout seul. N'ai-je pas suffisamment payé pour mon erreur?» Malgré son comportement exemplaire en prison, le pouvoir de ses accusateurs l'a accablé à nouveau. Les patrons du quotidien pour lequel je travaillais ont censuré mon reportage sur la vie d'Oscar. «Vous comprenez, la veuve est très proche de la famille. Je suis désolée», m'a dit l'éditrice.

En le regardant depuis la maison située un peu plus haut, tandis qu'il montrait à ses petits-fils les cimes culminant à plus de 5000 mètres, je me suis rappelé l'une de ses réponses: «Mon secret a été d'être fort. J'ai décidé de ne pas voir cet endroit comme une prison. J'en ai fait mon université.» ■

*(De l'espagnol)*



**Rafael Alberto Sagárnaga López**, 47 ans, de nationalité bolivienne, est journaliste et linguiste. Il dirige le mensuel *Día D* et la revue de chroniques spécialisées *Pie Izquierdo*. Ses reportages et ses articles sont repris par les principaux suppléments dominicains des quotidiens boliviens ainsi que par divers médias étrangers. Il a reçu plusieurs prix nationaux et internationaux.

# « Personne n'est tout blanc ou tout noir »



Les cinéastes n'ont pas la tâche facile, surtout lorsque leur pays n'a guère les moyens d'encourager la production de films. Ce qui est manifestement le cas en Géorgie. Malgré tout, George Ovashvili a réussi à se faire connaître au niveau international – notamment parce qu'il porte un regard critique sur sa patrie. Entretien avec Maria Roselli.

**Un seul monde: Votre film *L'Autre Rive* raconte l'histoire d'un garçon de 12 ans, un réfugié abkhaze qui vit à Tbilissi, la capitale géorgienne. Un enfant pour nous parler de la violence de la guerre, pourquoi ce choix?**

**George Ovashvili:** L'idée de ce film est tirée d'une nouvelle de l'écrivain géorgien Nugzar Shataidze. Il m'a fallu des années pour le produire. Jusque-là, je n'avais réalisé que des courts métrages. Pour moi, comme pour tous les cinéastes de mon pays, il était pratiquement impossible de trouver le financement nécessaire. Cela a marché seulement après que l'un des courts métrages a été primé à Berlin. N'ayant encore jamais abordé ce sujet avec beaucoup

de circonspection. Mes précédentes réalisations traitaient toutes de la vie intérieure des personnages, tandis que l'histoire de *L'Autre Rive* comporte une dimension sociale et politique. Les enfants sont toujours les premières victimes des guerres : ils sont en plein dedans, sans qu'aucune faute ne leur incombe. Et ils continuent d'en souffrir des années après la fin du conflit.

**Le jeune Tedo, qui part à la recherche de son père en Abkhazie, se fait passer pour un sourd-muet. Ne rien entendre et ne rien dire : est-ce là votre recette pour survivre aux affres de la guerre?**

C'est une métaphore. Une guerre ne connaît pas de règles. On doit se débrouiller tant bien

que mal pour rester en vie. Le gamin a peur, il ne veut pas attirer l'attention. S'il se prétend muet, c'est pour que personne ne constate qu'il parle géorgien. Pour beaucoup de Géorgiens, ne pas se faire remarquer est aujourd'hui encore le meilleur moyen d'éviter des ennuis en Abkhazie. Ils sont nombreux à vouloir rester malgré tout dans cette République séparatiste (voir *Un seul monde* 2/2011). C'est une situation complexe : tandis que 250 000 à 300 000 Géorgiens ont quitté l'Abkhazie, environ 60 000 y vivent encore. On les tolère pour des raisons politiques, mais ils doivent adopter un profil bas et s'adapter.

**À la suite des guerres en Abkhazie et en Ossétie du Sud, quelque 250 000 réfu-**

**giés vivent en Géorgie.**

**Quelle est leur situation?**

Elle est très précaire. La guerre d'Ossétie du Sud, en 2008, a eu des conséquences particulièrement dramatiques, quand 80 000 personnes de plus ont cherché refuge en Géorgie. Bien sûr, la vie des Géorgiens est plus facile aujourd'hui que durant les années 90. Le gouvernement a construit des maisons pour les personnes déplacées ; de nouveaux lotissements et villages se sont créés. Cependant, les gens ont été obligés d'abandonner tout ce qu'ils possédaient dans les zones de combat. La situation n'est pas simple. Nous continuons d'espérer qu'ils pourront un jour retourner chez eux.

**Vous avez travaillé aux États-Unis. Pourquoi revenir**



Au Festival international de films de Fribourg, «L'Autre Rive» de George Ovashvili a remporté aussi bien le Grand Prix que le Prix du public

**en Géorgie? Pour le cinéaste que vous êtes, cela n'aurait-il pas été plus simple de rester en Amérique?**

Ai-je l'air de quelqu'un qui tient à se simplifier la vie? Ma préoccupation première n'est vraiment pas de m'organiser une vie facile. Je pense que mon travail n'a de sens que dans ma patrie. Je veux changer quelque chose en Géorgie. Quand ce ne sera plus nécessaire, je pourrai alors m'imaginer de tourner aussi à l'étranger. J'ai toujours su que je reviendrais un jour au pays.

**Cependant, il est extrêmement difficile de trouver en Géorgie l'argent nécessaire pour faire un film.**

C'est vrai, il n'y a pas de fonds privés ou de fondations qui financent l'industrie cinématographique et l'État dispose d'un budget très modeste. Il consacre 300 000 à 400 000 euros par année à la promotion du cinéma et la production se limite à trois ou

quatre films. Pour pouvoir travailler, nous sommes en permanence à la recherche de coproductions.

**Votre film *L'Autre Rive* a été primé en 2010 au Festival de films de Fribourg. Cela vous a-t-il aidé?**

Absolument. Ce prix a eu beaucoup d'importance pour moi, car il a permis au film de passer également dans les cinémas, notamment en Suisse. Cela aurait été impossible autrement. En Géorgie, ce long métrage a fait des vagues avant même d'arriver dans les salles, mais c'était surtout parce qu'il aborde un thème particulièrement sensible. Quand il s'agit de la guerre, tout le monde veut donner son avis. Chacun a essayé d'interpréter le film d'une manière qui l'arrangeait politiquement. Les uns m'ont accusé de cracher dans la soupe, les autres me trouvaient trop critique à l'égard des Russes. Cela dit, je n'ai pas du tout voulu faire un film mani-

chéen. Personne n'est tout blanc ou tout noir. Dans mon film comme dans la vie.

**Du point de vue politique, la Révolution des Roses a fait souffler un vent d'espoir sur la Géorgie en 2003. Il semblait que tout allait enfin s'arranger. Les attentes de l'époque étaient-elles excessives?**

À vrai dire, bien des choses se sont arrangées depuis lors, même s'il reste naturellement beaucoup à faire. La situation économique s'améliore lentement, bien que la guerre avec la Russie nous ait privés de notre plus grand marché d'exportation. Aujourd'hui, nous avons l'électricité et le gaz, un confort autrefois inimaginable. En outre, nous avons éradiqué la corruption – ce qui n'est pas rien! ■

(De l'anglais)



**George Ovashvili**, 47 ans, a étudié à l'Académie polytechnique et à l'Institut géorgien du théâtre et du cinéma à Tbilissi. Il a été comédien au Théâtre national, metteur en scène dans un théâtre pour enfants et directeur d'une agence publicitaire. Il est en outre l'auteur de l'émission *Georgian Bulletin* diffusée sur une chaîne de télévision new-yorkaise. En 2005, son court métrage *Eye Level* a été primé dans la section Panorama de la Berlinale. L'an dernier, *L'Autre Rive* était présenté au Festival de films de Fribourg, où il a remporté le Grand Prix et le Prix du public. Ce long métrage est distribué sur DVD par Trigon-Film ([www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)).



# Service

50 JAHRE DEZA ■ MEHR ALS HILFE

50 ANS DDC ■ AU-DELÀ DE L'AIDE

50 ANNI DSC ■ OLTRE L'AIUTO



DDC

## La coopération à l'école

À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la DDC, la Fondation Éducation et Développement a élaboré un dossier pédagogique consacré à divers aspects de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Elle propose plusieurs modules d'enseignement en ligne et un DVD. Les modules visent à éveiller l'intérêt des élèves des niveaux secondaires I et II pour les grands enjeux de

la coopération au développement. Le but est de montrer aux jeunes que celle-ci fait partie des relations extérieures de la Suisse dans le contexte de la mondialisation. On y aborde des aspects extrêmement divers de la coopération – par exemple l'histoire, les formes et les acteurs de l'aide. Autre élément central du dossier : il suscite la réflexion sur les problématiques actuelles, comme le changement climatique. Le DVD contient sept films accompagnés de matériel pédagogique, qui présentent différents projets d'organisations publiques et privées de développement. Modules d'enseignement et DVD seront disponibles à partir de septembre.

Informations complémentaires : [www.globaleducation.ch](http://www.globaleducation.ch)

## Laboratoire d'idées pour le développement

L'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) est étroitement associée à l'histoire de la DDC. Les premiers coopérants étaient des ingénieurs et des agronomes au service de cette institution. Ils partaient dans les pays du Sud pour construire des ponts suspendus et des systèmes de canalisation, ou pour initier des paysans de montagne à la fabrication du fromage. L'EPFZ contribue aujourd'hui encore au transfert de connaissances. Pour commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la DDC, elle organise cet automne une série de manifestations sous le titre « Denkplatz Entwicklung » (laboratoire d'idées pour le développement). Des témoins du passé participeront aux tables rondes et aux entretiens. Un débat contradictoire sur le coût et l'utilité de la coopération au développement réunira le directeur de la DDC Martin Dahinden ainsi que des représentants des milieux économiques, scientifiques et culturels. D'autres villes évoqueront également cet automne les défis posés à la coopération internationale et le rôle de la Suisse : à Bâle, on se concentrera sur l'Afrique ; à Lucerne, on traitera des questions d'éthique ; enfin, l'exposition *L'Autre côté du monde* sera présentée à Lausanne et à St-Gall.

Série de manifestations « Denkplatz Entwicklung », du 30 septembre au 10 novembre, Auditorium maximum de l'EPFZ, Rämistrasse 101, Zurich. Informations complémentaires : [www.northsouth.ethz.ch](http://www.northsouth.ethz.ch), « Denkplatzentwicklung »

**50 ans de la DDC :** des informations actualisées sur les activités organisées dans le cadre de ce jubilé sont disponibles à l'adresse suivante : [www.ddc.admin.ch/50 years](http://www.ddc.admin.ch/50 years)

## L'environnement maltraité

Le DVD « Stress sur l'environnement » réunit deux films documentaires qui traitent de l'impact des activités humaines sur la nature et des conséquences qui en découlent dans d'autres domaines. *Mer d'Aral : une*

*catastrophe annoncée* a été réalisé par le Danois Jakob Gottschau. Ce film raconte l'un des plus grands désastres écologiques provoqués par l'homme : l'assèchement quasi total de la mer d'Aral, dont le régime soviétique a détourné les eaux pendant



quarante ans pour irriguer des plantations de coton. Il montre que l'intervention dans un écosystème peut engendrer des bouleversements écologiques, sociaux et économiques. Le second documentaire, *La Cité du pétrole*, est consacré à une ville de la mer Caspienne qui a été la première et la plus importante station d'exploitation pétrolière marine du monde. Le cinéaste suisse Marc Wolfensberger invite à réfléchir au pétrole en tant que matière première et à sa menace pour l'environnement (delta du Niger, golfe du Mexique...). Sur ce DVD, le rappeur lausannois Stress chante « On n'a qu'une terre », mettant en exergue la responsabilité de chacun face à l'avenir de la planète. « Stress sur l'environnement », DVD et DVD-ROM avec du matériel complémentaire et des fiches pratiques, Service Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, [www.filmceinewelt.ch](http://www.filmceinewelt.ch)

## L'Ours berlinois aime le miel

Lauréat de l'Ours d'or au festival de Berlin en 2010, nommé aux Oscars 2011 et au Prix du cinéma européen : le film *Bal* (miel) du poète et réalisateur turc Semih Kaplanoglu fait une belle carrière internationale. Ce long métrage est le dernier d'une trilogie qui évoque des époques différentes de la vie de Yusuf. Dans *Bal*, celui-ci est encore un enfant. Il vit avec ses parents dans un village isolé d'Anatolie, sur les contreforts de la chaîne Pontique. Il aime se rendre dans la forêt avec son père, apiculteur, qui va poser ses ruches au sommet des arbres. Avec ce film, Semih Kaplanoglu emmène le public dans une autre dimension. Il ne dit pas si le dépérissement des abeilles est dû au changement climatique ou à d'autres facteurs. Il s'intéresse plutôt à l'enfance de Yusuf, personnage superbement inter-

prété, et plonge le spectateur dans une nature menacée. Le film nous fait littéralement voir et entendre tout ce qui risque de disparaître si nous ne prenons pas soin de notre environnement. Il nous ouvre les portes d'une enfance qui est aussi la nôtre.

*Semih Kaplanoglu* : « *Bal – Miel* », DVD avec interview du réalisateur, paru aux éditions Trigon-Film.

Commandes et informations :  
tél. 056 430 12 30 ou  
[www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

### De la nuit au lever du jour

(er) Une magnifique voix de femme, chaude et cristalline, prend son envol vers les hautes sphères de la paix et de la sérénité, dans un souffle de recueillement mélancolique qui se mue en douce consolation. Elle est portée par la fluidité rythmique de maîtres-musiciens des traditions turque, iranienne, kurde et arabe, associés à un quatuor contemporain, le Bozzini String de Montréal. Telle est la musique de la chanteuse iranienne Azam Ali, âgée de 41 ans, qui vit aujourd'hui au Canada. Inspirée par la naissance de son fils Iman, elle a créé une compilation de dix berceuses qu'elle dédie aux enfants déracinés du Proche-Orient. Des liens d'infinie confiance entre mère et enfant transparaissent dans ces chansons d'Iran, d'Irak, d'Azerbaïdjan, du Kurdistan ou de Turquie. Ils ont aussi le don d'apaiser les adultes, car la vie, la nature, la joie, le chagrin, l'amour et la beauté ne connaissent pas de frontières entre les générations.

*Azam Ali* : « *From the night to the edge of day* » (Six Degrees/Musikvertrieb)

### L'ambassadeur des Garifunas

(er) Les Garifunas vivent sur la côte caraïbe de l'Amérique centrale. Leurs ancêtres étaient des

rescapés de navires négriers qui ont fait naufrage au 17<sup>e</sup> siècle près de l'île de Saint-Vincent. Aurelio Martinez, âgé de 39 ans, est un ambassadeur infatigable de la culture afro-indienne « Black Caribs » menacée de disparition – en tant que chanteur et guitariste, mais aussi au Parlement du Honduras où il a été le premier député noir. Cela explique pourquoi les douze chansons soul de son deuxième album évoquent l'histoire, la vie actuelle et l'avenir des Garifunas. Sont également présents le groupe Orchestra Baobab de Dakar et le célèbre chanteur sénégalais Youssou N'Dour. Résultat : des voix masculines pleines de charme et un lumineux chœur de femmes, les sons délicatement perlés de la guitare et de la kora, le rythme groovy des tambours combiné aux accents harmonieux du balafon et du xalam – tout cela se condense en un appel des Garifunas, qui emporte l'adhésion grâce à sa mélodieuse légèreté.

*Aurelio Martinez* : « *Laru Beya* » (Stonetree Records/Smart Music)

### La Thaïlande sous influence

(er) Le label londonien Soundway a présenté jusqu'ici des trésors musicaux d'Afrique, d'Amérique du Sud ou des Caraïbes que l'on croyait perdus. Il offre aujourd'hui une plongée inédite dans la scène musicale pleine de vitalité qui a caractérisé la Thaïlande des années 60 et 70. Les rythmes et les mélo-



dies des traditions locales se combinent à des sonorités rock, soul ou jazz – inspirées notamment par la musique des radios américaines qu'écoulaient les GI's stationnés à Saïgon. Ces 19 morceaux – pour la plupart distribués en Thaïlande uniquement – proposent ainsi un mélange inouï : cordes pincées du phin (une sorte de luth), orgue à bouche (khên) proche de l'accordéon, instruments à vent furieusement funky, accents alternés de la basse, rythmes imperturbables de la percussion. Par là-dessus, des voix claires, des chants fascinants et des textes en slam racontent la vie de tous les jours – amours, aspirations, chagrins, travail, etc.

*Divers artistes* : « *The Sound Of Siam* » (Soundway Records/Musikvertrieb)

### Chefs-d'œuvre gabonais à Genève

(jls) L'art ancestral du Gabon est l'un des plus beaux fleurons de la culture africaine. Il comprend des statues, des masques, des reliquaires et d'autres objets rituels ou dédiés au culte des ancêtres. Dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, ces pièces magnifiquement stylisées ont fasciné les marchands, les collectionneurs et les artistes occidentaux. Très recherchées, les sculptures traditionnelles ont depuis longtemps quitté le Gabon et ont été dispersées à travers la planète. Une partie d'entre elles se trouvent au musée Barbier-Mueller, à Genève, qui possède la plus grande collection privée d'arts premiers du monde. Depuis mai dernier, ce musée expose une centaine de pièces rares et emblématiques, dont un superbe masque *kwele* qui a appartenu jadis au poète roumain Tristan Tzara. L'exposition présente également de nombreuses figures de reliquaires, les statues les plus célèbres de l'art gabonais. Ces effigies de bois ou de



métal devaient veiller sur les ossements du défunt.

« *Art ancestral du Gabon* », jusqu'au 15 octobre, Rue Jean-Calvin 10, Genève, [www.barbier-mueller.ch](http://www.barbier-mueller.ch)

### De l'Inde moghole à Bollywood

(jls) Sous le titre *La saveur des arts*, le Musée d'ethnographie de Genève (MEG) présente un choix exceptionnel d'objets et de documents qui illustrent la relation étroite entre musique, peinture et cinéma dans la culture de l'Inde du Nord. La première partie de cette exposition est consacrée à l'Empire moghol qui a régné sur la région du 16<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle : les peintres et les musiciens de cour ont développé des applications très raffinées de la théorie dite des neuf saveurs (*nava rasa*) ; des miniatures et des instruments de l'époque montrent que les neuf émotions de base de l'être humain sont inhérentes à toute forme d'expression artistique. Une deuxième section révèle les peintures « chantées » par les femmes dans les villages du Bengale. La visite se termine dans l'atmosphère résolument contemporaine des studios de Bollywood, l'industrie cinématographique indienne. Par une approche originale, intégrant de nombreux dispositifs audiovisuels, l'exposition fait largement appel aux sens.

« *La saveur des arts – De l'Inde moghole à Bollywood* », jusqu'au 18 mars 2012 au MEG, Chemin Calandrini 7, Conches/Genève, [www.ville-ge.ch/meg](http://www.ville-ge.ch/meg)

## Souvenirs d'une enfance kényane

(bf) Ngugi wa Thiong'o est né en 1938 dans une famille paysanne traditionnelle de Kamirithu, près de Limuru, au Kenya. Son œuvre romanesque et ses nombreux essais littéraires et politiques ont fait de lui l'un des écrivains africains les plus en vue. Dans les années 70, ses livres et ses pièces de théâtre ont été interdits. Ils lui ont même valu d'être jeté en prison. Par la suite, Ngugi wa Thiong'o a pris le chemin de l'exil. Dans son dernier ouvrage, *Dreams in a Time of War*, il raconte ses souvenirs d'enfance, tout en parcourant une partie de l'histoire coloniale du Kenya. Il parle aussi de son lien avec sa mère. Lorsque celle-ci lui a donné la possibilité de fréquenter l'école, Ngugi lui a promis en contrepartie de faire de son mieux et de ne pas la décevoir. Adoptant le point de vue de l'enfant puis de l'adolescent, l'auteur décrit les absurdités et les horreurs du 20<sup>e</sup> siècle avec l'humour et le détachement d'un sage.

*Ngugi wa Thiong'o*: «*Dreams in a Time of War: a Childhood Memoir*»; Harvill Secker, 2010

## Derrière les poubelles

(bf) Le photographe genevois Didier Ruef parcourt le monde depuis vingt ans pour explorer la problématique des déchets, de leur élimination et de leur recyclage. Ses reportages l'ont mené



notamment au Kazakhstan, en Ukraine, aux États-Unis, en Irak et sur l'île de Nauru. Didier Ruef a saisi toutes sortes de situations dans lesquelles l'humanité se révèle derrière les déchets qu'elle produit, recycle ou subit avec des conséquences souvent tragiques. Sous le titre *Recycle*, il publie 236 photos qui sont plus convaincantes que bien des appels à la protection de l'environnement: ce bel ouvrage aiguise notre conscience et incite à témoigner davantage de respect envers autrui, envers les générations à venir et, en fin de compte, envers nous-mêmes. Les images de Didier Ruef sont régulièrement publiées dans divers journaux et magazines internationaux.

*Didier Ruef*: «*Recycle*», textes de *Matthieu Ricard*, *Jean-Michel Cousteau* et *Bertrand Charrier*; édition bilingue français/anglais, *Labor et Fides*, Genève, 2011

## Énergie et développement

(jls) Le monde occidental a fondé sa croissance sur un usage massif de combustibles non renouvelables. Ce modèle de développement se heurte aujourd'hui à la raréfaction des réserves, à la hausse des prix et aux perturbations du climat. La *Revue internationale de politique de développement* se penche cette année sur les interactions entre énergie et développement. Certains auteurs traitent des enjeux géopolitiques liés aux ressources énergétiques et de leurs incidences sur le développement, notamment en Afrique subsaharienne. Ils examinent les forces et les faiblesses de la gouvernance mondiale dans le domaine énergétique. D'autres analysent la portée des projets de coopération au développement. La revue aborde également les politiques élaborées par l'Inde et l'Équateur dans le contexte du débat sur le changement climatique.

*Revue internationale de politique de développement*: «*Énergie et développement*», 2/2011, <http://poldev.revues.org>

## Le service public au menu

(lrf) La conférence annuelle de la coopération suisse avec les pays d'Europe de l'Est se tiendra le 25 novembre à Neuchâtel. Elle sera consacrée à la mise en place d'un service public efficace dans le domaine de l'eau. Quelques projets réalisés dans

les Balkans occidentaux et en Moldavie éclaireront diverses facettes de cette problématique. Ils illustreront par exemple le rôle de l'État dans l'aménagement des infrastructures de base, les problèmes posés par l'approvisionnement en eau et l'assainissement tant dans les zones rurales que dans les villes, ou encore les processus de décentralisation et de démocratisation que cela implique.

*Conférence annuelle de la coopération avec l'Europe de l'Est, Théâtre du Passage, Neuchâtel, 25 novembre*; informations complémentaires: [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

## Des spécialistes du DFAE viennent à vous

**Divers** Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation. *Informations*: Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53 / 44 12; fax 031 324 90 47 / 48; courriel: [info@eda.admin.ch](mailto:info@eda.admin.ch)

### Impressum

*Un seul monde* paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)  
Catherine Vuiffay (coordination globale)  
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli,  
Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler,  
Sabina Mächler, Nicole Suhner

### Rédaction :

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn), Maria Roselli (mr),  
Jane-Lise Schneeberger (jls), Ernst Rieben (er)

### Graphisme :

Laurent Cocchi, Lausanne

### Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)  
Tél. 031 322 44 12  
Fax 031 324 90 47  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

### Tirage total :

54 200

**Couverture** : en Inde, une étudiante bolivienne apprend à entretenir des panneaux solaires afin d'appliquer cette technologie dans son pays. Robert Wallis/Panos/Strates

ISSN 1661-1675

---

« Si les gouvernements débloquaient les fonds nécessaires, l'Afrique pourrait élaborer toutes les technologies dont elle a besoin. »

Charles Didace Konseibo, page 13

---

« Aujourd'hui, je suis persuadée que nous devons consommer moins. »

Barbara Bleisch, page 29

---

« Mon travail n'a de sens que dans ma patrie. Je veux changer quelque chose en Géorgie. »

George Ovashvili, page 32

---